

CONTRAT DE RESPONSABILITE CIVILE



SOMMAIRE

Conditions Particulières

Chapitre I - Parties au contrat	4
Chapitre II - Activités de l'assuré.....	5
Chapitre III - Montants de Garanties et Franchises	6
Chapitre IV - Territorialité du contrat.....	8
Chapitre V - Clauses particulières du contrat	9
Chapitre VI - Effet et durée du contrat	10
Chapitre VII - Conditions tarifaires	11
Chapitre VIII - Apéritif - Coassurance	12
Chapitre IX - Engagements des parties	13

Conventions Spéciales

Chapitre I - Lexique	15
Chapitre II - Responsabilité Civile	22
Chapitre III - Risques environnementaux	32
Chapitre IV - Défense Pénale et Recours suite à accident.....	35
Chapitre V- Frais de prévention des dommages	37
Chapitre VI - Modalités d'application des garanties Responsabilité Civile, Risques environnementaux, Défense Pénale et Recours suite à accident et Frais de prévention des dommages	38
Chapitre VII - Assistance à la gestion de crise	41
Chapitre VIII - Gestion de crise	44
Chapitre IX - Réhabilitation de l'image de marque de l'entreprise.....	45
Chapitre X - Modalités d'application des garanties Gestion de crise et Réhabilitation de l'image de marque de l'entreprise	46

Conditions Générales

Chapitre I - Vie du contrat	49
Chapitre II - Sinistre.....	61

Annexes

Conditions particulières

Chapitre I – Parties au contrat

SOUSCRIPTEUR

ANRU

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

69, Bis rue de Vaugirard

75 006 PARIS

SIREN : 453 678 252

ASSURE(S)

ANRU

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

69, Bis rue de Vaugirard

75 006 PARIS

SIREN : 453 678 252

Nom du site : bureaux

Adresse du site : 69, Bis rue Vaugirard, 75 006 PARIS

ASSUREUR(S)

MMA IARD Assurances Mutuelles

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes

RCS Le Mans 775 652 126.

MMA IARD

Société anonyme, au capital de 537 052 368 euros

RCS LE MANS 440 048 882

Siège sociaux : 14 boulevard Marie et Alexandre OYON – 72030 le Mans Cedex 9

Entreprises régies par le code des assurances (dénommées conjointement MMA ou l'assureur).

Chapitre II – Activités de l'assuré

1. Les activités suivantes : L'ANRU, établissement public à caractère industriel et commercial est chargé de la réalisation du plan national de rénovation urbaine. Dans ce cadre, l'ANRU contribue à la réalisation et au financement de programmes de rénovation urbaine.

2. et toutes activités connexes ou annexes suivantes se rapportant aux activités décrites ci-dessus :

- 2.1. Les diverses activités publicitaires et commerciales y compris le mécénat et le partenariat sous toutes leurs formes,
- 2.2. Les travaux de démolition, de construction, d'installation, d'extension, de réparation, de rénovation ou d'entretien de bâtiments ou d'installations industrielles pour son propre compte, en qualité de maître d'ouvrage pour des chantiers dont le montant n'excède pas 300.000 €, **à l'exclusion de toute mission en qualité de maître d'œuvre.**
- 2.3. La gestion, la surveillance et la promotion immobilière de son propre patrimoine,
- 2.4. Le chargement, l'affrètement de moyens de transport, le transport par tous moyens, le déchargement ou déménagement de matériels, de produits, de marchandises, d'outillages et de tous objets divers,
- 2.5. Les travaux, autres que ceux visés au point 2.2 ci-dessus, effectués par les services et ateliers de l'assuré*,
- 2.6. Le prêt, la location, la consignation, le dépôt de tous biens ou matériels, au personnel ou à des tiers* ou chez des tiers*,
- 2.7. Les activités accessoires concernant les sous-produits, les déchets et tous les biens de l'assuré* tels que le matériel, les installations industrielles, terrains ou bâtiments,
- 2.8. La production d'énergie à partir de ses propres installations pour propre compte et revente aux réseaux EDF – ERDF,
- 2.9. Les restaurants, les cantines et bars, les coopératives de consommation, le service médical de l'assuré,
- 2.10. Le Comité social et économique, y compris dans le cadre de la gestion des œuvres sociales qui leur sont confiées conformément aux dispositions du code du travail.
- 2.11. Les actes d'assistance éventuellement effectués à titre bénévole ou sur réquisition,
- 2.12. Les actions de formation reçues ou données,
- 2.13. La participation aux foires et salons professionnels,
- 2.14. L'organisation de tout événement dans le cadre de son activité pour ses, partenaires ou collaborateurs,
- 2.15. La mise à disposition de personnel,
- 2.16. La commercialisation par internet.
- 2.17. Les réunions, assemblées statutaires,

Pour exercer ses activités, l'assuré* agit en qualité de :

- Employeur de tout personnel : préposés y compris lorsqu'ils travaillent à domicile, salariés ou non, personnes à l'essai ou en formation, stagiaires, personnel temporaire, retraités dans le cadre de missions spécifiques ou temporaires, et plus généralement toute personne dont l'assuré* serait civilement responsable, tels que les sous-traitants, le personnel en régie et les coopérants
- Propriétaire, locataire, concessionnaire, gestionnaire, exploitant, dépositaire, gardien, détenteur ou utilisateur un titre quelconque, de tous biens meubles ou immeubles, y compris les animaux, se rapportant directement ou indirectement à ses activités.

Chapitre III – Montants des Garanties et Franchises

Sauf mention « **Exclu** », les garanties ci-après désignées sont souscrites et accordées à hauteur des montants renseignés

III - 1 Responsabilité Civile

Ces montants s'appliquent pour l'ensemble des assurés* et des activités mentionnées au chapitre II « Activités de l'assuré* » des Conditions Particulières.

Les montants indiqués ne sont pas indexés

Nature des Garanties	Montants des garanties	Montants des franchises* (par sinistre*) (2)
RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION		
Montants de garanties exprimés par sinistre*		
Tous dommages confondus (1) (6) (7)	15 000 000 €	
Dont		
- Dommages corporels* et immatériels consécutifs* (7)	15 000 000 €	Néant
- Limité en cas de faute inexcusable (4) (7) à	3 500 000 €	Néant
- Dommages matériels* et immatériels consécutifs*	5 000 000 €	500 €
- Dommages immatériels non consécutifs*	1 500 000 €	1 500 €
- Atteintes à l'environnement accidentelles se produisant dans l'enceinte de l'un des établissements de l'assuré* (4)	1 500 000 €	500 €
dont frais d'urgence	300 000 €	
- Préjudice écologique*(4)	300 000 €	500 €
RESPONSABILITE CIVILE APRES LIVRAISON ET / OU RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE		
Montants de garanties exprimés par sinistre* pour l'ensemble des sinistres* d'une même année d'assurance		
Tous dommages confondus (6)(7)	10 000 000 €	
Dont Hors GARANTIE « ETATS UNIS D'AMERIQUE ET/OU CANADA » :		
- Dommages matériels* et immatériels consécutifs*	5 000 000 €	500 €
- Dommages immatériels non consécutifs* y compris frais de dépose repose* et frais de retrait* engagés par un tiers*	1 500 000 €	1 500 €
- Frais de dépose repose* engagés par l'assuré*		EXCLU
- Frais de retrait* engagés par l'assuré*		EXCLU
- Préjudice écologique*	300 000 €	500 €
Dont GARANTIE « ETATS UNIS D'AMERIQUE ET/OU CANADA » selon dispositions prévues au paragraphe « Territorialité » (3) (5) :		
Tous dommages confondus		EXCLU
Dont :		
- Dommages immatériels non consécutifs* y compris suite à un vice caché (loss of use)		EXCLU
- Frais de dépose repose* engagés par l'assuré* ou par un tiers*		
- Frais de retrait* engagés par l'assuré* ou par un tiers*		

(1) Les dommages corporels* résultant de l'utilisation ou du déplacement d'un véhicule à moteur sont accordés sans limitation.

(2) Pour un même sinistre*, il est fait application de la franchise* la plus élevée.

(3) Les frais de défense sont inclus dans les montants de garantie.

(4) Montant exprimé par année d'assurance.

(5) Les franchises* s'appliquent à tous les dommages y compris corporels et aux frais de défense.

(6) Sans pouvoir dans le cadre de l'utilisation des aéronefs civils sans personne à bord, selon les termes de l'article II.I.18 des Conventions Spéciales, excéder 10.000.000 € par année d'assurance, tant en responsabilité civile exploitation* qu'en responsabilité civile professionnelle* confondues, étant entendu que les sous-limitations de garanties dont les montants sont inférieurs demeurent applicables.

(7) ce montant n'est pas indexé

III - 2 Pertes Pécuniaires Environnementales

Cette garantie n'est pas indexée.

Pertes Pécuniaires environnementales	Montant de garantie (par année d'assurance*)	Montant de franchise* (par sinistre*) (1)
Toutes pertes pécuniaires confondues : - Responsabilité environnementale, - Frais de dépollution des sols et des eaux, - Frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers.	350 000 €	1 000 €

(1) La franchise* s'applique une seule fois pour l'ensemble des garanties mises en œuvre à l'occasion d'un même fait dommageable*

III - 3 Frais de prévention des dommages

Cette garantie n'est pas indexée.

Frais de Prévention des dommages	Montants de garantie (par année d'assurance*)	Montant de franchise* (par sinistre*)
Frais de prévention des dommages	300 000 €	500 €

III - 4 Défense Pénale et Recours suite à accident

Cette garantie n'est pas indexée.

Les frais de défense pénale et recours sont pris en charge par l'assureur* à concurrence de 75.000 EUR ; **étant précisé que les sinistres* inférieurs à 1.000 EUR ne sont pas pris en compte.**

III - 5 Assistance à la gestion de crise

Cette garantie n'est pas indexée.

Assistance à gestion de crise*	Montants des garanties (par année d'assurance*)	Montant de franchise*
Assistance à gestion de crise*	EXCLU	

III - 6 Gestion de crise et Réhabilitation de l'image de marque de l'entreprise

Cette garantie n'est pas indexée.

Nature des garanties	Montants des garanties (1)	Montant de franchise*
Gestion de crise*	EXCLU	
Réhabilitation de l'image de marque de l'entreprise		

(1) Par évènement et par année d'assurance*.

Il est précisé que l'ensemble des montants de garantie :

Forment la limite des engagements de l'assureur*, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré*.

S'exercent en excédent des franchises* applicables mentionnées ci-dessus

Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'assureur* pour l'ensemble des dommages ou préjudices imputés à la même année d'assurance*,

Se réduisent et finalement s'épuisent par tout règlement amiable ou judiciaire d'indemnités, de frais et honoraires selon l'ordre chronologique de l'exigibilité des paiements, sans reconstitution de cette garantie sauf disposition contraire.

Chapitre IV – Territorialité du contrat

➤ Au titre des garanties Responsabilité civile (sauf préjudice écologique), Défense Pénale et Recours suite à accident :

MONDE ENTIER HORS RECLAMATIONS* FORMULEES DEVANT UNE JURIDICTION DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET/OU DU CANADA.

Les garanties s'exercent dans le monde entier.

Demeurent exclues :

- **Les activités exercées à partir d'installations permanentes situées hors de France.**
- **Les réclamations* formulées devant une juridiction des Etats-Unis d'Amérique et/ou du Canada résultant :**
 - **d'exportations directes de produits faites par l'assuré* dans ces pays,**
 - **d'exécution de marchés ou travaux, dans ces pays,**
 - **de marchés soumis contractuellement au droit américain ou avec une clause d'attribution de compétence à des juridictions américaines.**

Demeurent garantis les dommages causés à l'occasion de déplacements professionnels de l'assuré* dans le cadre de stages, de missions de prospection commerciale, de simple participation à des foires, expositions, salons, congrès, séminaires, ou colloques d'une durée inférieure à un an.

➤ Au titre des garanties « préjudice écologique » et « pertes pécuniaires environnementales » :

Les garanties s'appliquent exclusivement en France.

➤ Au titre de la garantie des Frais de prévention des dommages :

La garantie s'applique pour les frais exposés par l'assuré* dans le monde entier à l'exclusion des frais devant être engagés sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique et du Canada.

Chapitre V – Clauses Particulières du contrat

Ce contrat ne prévoit pas de clauses particulières

Chapitre VI – Effet et durée du Contrat

Le présent contrat a pris effet le lendemain à zéro heure de la date de la réception de la notification par le titulaire ou son mandataire. Il se reconduira automatiquement à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2025 à minuit.

Le contrat est résiliable annuellement à l'échéance moyennant un préavis de 6 mois pour l'assureur et de 2 mois pour le souscripteur.

L'échéance anniversaire* est fixée au 01/01 de chaque année.

Chapitre VII – Conditions tarifaires

non indexée

Responsabilité Civile :

Libellé des éléments de révision	Valeur des éléments de révision	Taux de révision HT	Cotisation minimum HT en euros (2)	Taux de révision TTC (1)	Cotisation minimum TTC en euros (1) (2)
Masse salariale	7 769 075 €	0.39 %	30 299.39 €	0.43 %	33 407.02 €

(1) les taux de révision et les cotisations minimum incluent les taxes sur les conventions d'assurance, conformément aux dispositions fiscales en vigueur,

(2) cette cotisation minimum sera appliquée lorsqu'elle sera supérieure au produit : valeur des éléments de révision X taux de révision.

Chapitre VIII – Apérition - Coassurance

Le contrat ne prévoit pas de coassurance.

Chapitre IX – Engagements des parties

Le contrat se compose des Conditions Générales, des Conventions Spéciales et des Conditions Particulières. En cas de contradiction entre elles, les Conditions Particulières prévalent sur les Conventions Spéciales qui, elles-mêmes, prévalent sur les Conditions Générales.

Le souscripteur* reconnaît avoir reçu un exemplaire des Conditions Générales, des Conventions Spéciales et des Conditions Particulières d'assurance Responsabilité Civile ainsi que le document d'information sur le produit d'assurance correspondant et en avoir pris connaissance avant la signature des conditions particulières.

Les données personnelles concernant le souscripteur* sont traitées par l'assureur* ou par le Groupe Covéa, auquel il appartient, responsables de traitement. Les coordonnées de l'assureur* sont indiquées sur les documents contractuels et précontractuels qui ont été remis ou mis à disposition du souscripteur*. Le Groupe Covéa est représenté par Covéa, Société de Groupe d'Assurance Mutuelle régie par le Code des assurances, RCS Paris 450 527 916, dont le siège social se situe 86-90 rue St Lazare 75009 Paris. Pour obtenir des informations sur le Groupe Covéa, le souscripteur* peut consulter le site <https://www.covea.eu>.

Les données personnelles sont traitées par l'assureur* et par le groupe Covéa afin de:

- conclure, gérer et exécuter les garanties du contrat d'assurance du souscripteur*;
- réaliser des opérations de prospection commerciale ;
- permettre l'exercice des recours et la gestion des réclamations ;
- conduire des actions de recherche et de développement ;
- mener des actions de prévention ;
- élaborer des statistiques et études actuarielles ;
- lutter contre la fraude à l'assurance ;
- mener des actions de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- exécuter ses obligations légales, réglementaires et administratives en vigueur.

Le souscripteur* dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, et de limitation au traitement de ses données personnelles. Il peut également demander la portabilité des données personnelles qu'il a confiées à son assureur*. Il dispose enfin d'un droit d'opposition à la prospection commerciale et, pour des raisons tenant à sa situation particulière, au traitement de ses données personnelles à des fins de recherche et développements, de prévention et de lutte contre la fraude.

Le souscripteur* peut exercer ses droits auprès du Délégué à la Protection des données à l'adresse suivante :

- Protection des données Personnelles
MMA
14 boulevard Marie et Alexandre Oyon
72030 Le Mans Cedex 9
protectiondesdonnees@groupe-mma.fr.

Les informations complémentaires sur les droits et le traitement des données personnelles sont disponibles sur le site de l'assureur* sous l'onglet « Vie privée » ainsi que dans les Conditions Générales ou Notices d'Information qui ont été remises ou mises à disposition lors de la souscription.

Si le souscripteur* ne souhaite pas recevoir d'offre commerciale il peut s'y opposer en cochant la case ci-dessous ou ultérieurement auprès du Service Réclamations Clients MMA.

☐ Le souscripteur* ne souhaite pas recevoir d'offre commerciale.

Le contrat est annuel et renouvelable par tacite reconduction à chaque échéance anniversaire*, avec possibilité de le résilier à cette date après un an d'assurance moyennant préavis de 6 mois pour l'assureur et de 2 mois pour le souscripteur.

Fait à , le , en trois exemplaires originaux.

Le souscripteur,

L'assureur,



Conventions spéciales

Chapitre I - Lexique

Les termes suivis d'un astérisque dans le contrat font l'objet d'une définition contractuelle dans le présent lexique.

Accident / Accidentel :

Tout événement soudain et extérieur à la personne lésée ou au bien endommagé constituant la cause de dommages corporels*, matériels*, immatériels*.

Activités

Ensemble des activités régulières ainsi que les activités occasionnelles ou les manifestations annexes organisées ou proposées de façon ponctuelle par l'assuré*.

• Activité principale :

Activités* déclarées au contrat (en cas d'activités* multiples, celle qui regroupe le plus grand nombre d'adhérents que vous exercez ou non une activité économique*),

• Activité secondaire :

- toute activité* autre que l'activité* principale,
- doivent être mentionnées aux Conditions Particulières les activités secondaires* regroupant respectivement le plus grand nombre d'adhérents* par ordre décroissant,

• Activité économique :

Activité à caractère professionnel de fabrication, de vente, ou de services exercée, à titre habituel et rémunérée, principalement à destination de personnes autres que les membres ou adhérents* de l'association.

Année d'assurance :

La période comprise entre deux échéances anniversaires* consécutives.

Toutefois, si la date de la prise d'effet du contrat est distincte de l'échéance anniversaire*, il faut entendre par "première année d'assurance*" la période comprise entre cette date et la première échéance anniversaire*.

Si le contrat expire entre deux échéances anniversaires*, la dernière année d'assurance* s'entend de la période comprise entre la dernière date d'échéance anniversaire* et la date d'expiration du contrat.

Assuré :

1. le souscripteur* et, si celui-ci est une personne morale, ses représentants légaux ;
 - les adhérents, les aides bénévoles, les stagiaires, si cette personne morale est une association ;
 - les juges et arbitres pour les structures sportives
 - il est précisé que la garantie bénéficie au souscripteur* pour la responsabilité qu'il peut encourir du fait de ses préposés, y compris le personnel médical ou paramédical attaché à l'exploitation de l'activité, dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ;
 - les personnes habituellement ou occasionnellement admise dans l'établissement pour y pratiquer les activités déclarées aux conditions particulières

ainsi que :

1.2. ses filiales (ou sous-filiales), situées en France et immatriculées au RCS c'est-à-dire les sociétés dans lesquelles le souscripteur* détient directement ou indirectement 50% ou plus du capital ;

1.3. toute autre société située en France et immatriculée au RCS, dans laquelle le souscripteur*, ses filiales ou sous filiales :

- détiennent directement ou indirectement 50% ou + des droits de vote,

ou

- dont ils assument la gestion et/ou la charge de l'assurance sans détenir une participation de 50 % ou plus du capital ou des droits de vote,

dont les activités assurées sont décrites à l'article I des Conditions Particulières.

2. toutes sociétés situées en France et immatriculées au RCS, nouvellement créées ou acquises répondant aux critères définis aux points 1.2 ou 1.3 ci-dessus **dès lors qu'elles exercent une activité conforme à celles définies au présent lexique, complétée par les déclarations du souscripteur* à l'article I des Conditions Particulières**,
L'acquisition de la garantie est automatique pour les nouvelles entités, conformément aux dispositions ci-dessus.

Il est entendu que les entités établies hors de France n'ont pas la qualité d'assuré*.

3. le Comité social et économique (CSE) ainsi que tous groupements et organismes y compris leurs membres ou personnes désignées par eux (conformément aux dispositions du code du travail), créés par ou pour le personnel de l'assuré*.

4. les présidents, administrateurs, et toute autre personne représentant de droit ou de fait de l'assuré*, agissant dans le cadre de leurs fonctions ou pour le compte et/ou dans l'intérêt économique, financier ou social de l'assuré*.

5. le personnel (ainsi que les membres de leur famille et les autres personnes dont ils doivent répondre) temporairement en mission à l'étranger hors de son pays de rattachement (pour une durée n'excédant pas 12 mois consécutifs) pendant sa vie privée **mais uniquement à défaut de contrat personnel souscrit par celui-ci.**

Assureur :

MMA IARD Assurances Mutuelles

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes

RCS Le Mans 775 652 126.

MMA IARD

Société anonyme, au capital 537 052 368 euros

RCS Le Mans 440 048 882.

Sièges sociaux : 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex 9.

Entreprises régies par le Code des assurances (dénommées conjointement MMA ou l'assureur*).

Atteinte à l'environnement :

- l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse, diffusée par l'atmosphère, les *eaux** ou le *sol**,
- la production d'odeurs, bruits, vibrations, ondes, radiations, rayonnements ou variations de température excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

Atteinte à l'environnement accidentelle :

Atteinte à l'environnement* :

- dont la manifestation est concomitante à l'évènement soudain et imprévu qui l'a provoquée,
- et qui ne se manifeste pas de façon lente, graduelle, progressive ou chronique.

Atteinte à l'image :

La médiatisation, tant en France qu'à l'Etranger, y compris dans les médias audiovisuels et Internet ou dans une publication gouvernementale ou professionnelle, faisant état d'une crise telle que définie au contrat qu'elle soit existante, suspectée ou supposée sur les produits ou prestations relevant des activités déclarées de l'assuré* ou l'une de ses marques.

Elle affecte l'assuré* à travers sa réputation à l'égard des tiers* ou à travers la perte d'un ou des client(s) ou fournisseur(s).

Avenant :

Acte constatant une modification de contrat. Il obéit aux mêmes règles que le contrat lui-même.

Bien confié :

Bien meuble, appartenant à un tiers*, dont l'assuré* est dépositaire, gardien ou qu'il détient à un titre quelconque, en tous lieux, dans le cadre des activités assurées au titre du contrat.

Conflit d'intérêts :

Cas de conscience qui se pose à l'assureur* :

- soit, lorsque pour respecter un engagement envers l'assuré*, l'assureur* doit défendre et faire valoir les droits de l'assuré* à l'encontre de ses propres intérêts,
- soit, lorsque pour respecter ses engagements envers l'assuré* et un autre de ses assurés*, l'assureur* doit défendre et faire valoir des droits opposés à l'occasion d'un même sinistre*.

Conflit d'intérêts (pour les garanties « Assistance à gestion de crise », « Gestion de crise » et « Réhabilitation de l'image de marque de l'entreprise ») :

Situation dans laquelle le cabinet spécialisé en gestion de crise ou d'image serait simultanément amené à intervenir au titre de la même crise*, pour le compte de l'assuré* et pour le compte d'un de ses autres clients, lui-même susceptible de mettre en cause l'assuré* à l'occasion de cette crise*.

Crise :

Tout événement aléatoire dont la survenance menace ou empêche la continuité de l'activité professionnelle de l'assuré*, nécessitant l'apport d'une aide extérieure pour le guider et l'aider à maintenir ou rétablir la continuité de l'activité professionnelle.

Cyber-attaque :

Acte de malveillance d'origine externe à l'assuré* (y compris par l'introduction d'un virus informatique), affectant ses ressources informatiques/numériques* ou celles qui lui sont confiées :

- qui porte atteinte à l'authenticité, l'intégrité, la confidentialité des ressources informatiques/numériques* et/ou données numériques*,
- et/ou qui rend impossible l'utilisation ou l'accès à ces ressources informatiques/numériques* et/ou données numériques*,
- et/ou qui permet une utilisation frauduleuse de ces ressources informatiques/numériques* et/ou données numériques*,

Déchéance :

La perte du droit à l'indemnité* pour un sinistre*, à la suite du non-respect par le souscripteur* ou l'assuré* de certaines obligations pesant sur lui.

Défaut d'entretien :

.Inaction imputable au propriétaire d'un bien immobilier, absence de mesure de conservation ou de consolidation d'où résulte la ruine ou la menace de ruine de tout ou partie des biens immobiliers, le délabrement, la chute ou l'effondrement d'éléments de construction,

.Inaction imputable au propriétaire ou au détenteur autorisé d'un bien mobilier, absence de soin apporté à son maintien en état de marche ou d'utilisation, absence de remplacement des éléments indispensables à la sécurité de son fonctionnement, d'où résulte une dégradation voire sa destruction.

Domage corporel :

Toute atteinte à l'intégrité physique, psychique ou morale des personnes.

Domage matériel :

Toute destruction, détérioration, altération, perte, vol, disparition d'une chose ou d'une substance, toute atteinte physique à un animal.

Domage immatériel :

Tout dommage ou préjudice autre que corporel* ou matériel*.

Domage immatériel consécutif :

Tout dommage immatériel* qui est la conséquence d'un dommage corporel* ou matériel* garanti par le présent contrat.

Domage immatériel non consécutif :

Tout dommage immatériel* :

- consécutif à des dommages corporels* ou matériels* non garantis par le présent contrat.
- non consécutif à un quelconque dommage corporel* ou matériel*.

Domages environnementaux :

Les dommages affectant, sans tiers lésé, les sols*, les eaux* et ceux causés aux espèces et habitats naturels protégés visés par la directive européenne 2004/35/CE, et ses textes de transposition articles L160-1 à L165-2 du Code de l'environnement et ses décrets d'application).

Données numériques :

Toutes données électroniques ou sur support numérique existant sous une forme directement exploitable par une ressource informatique/numérique*.

Eaux :

Les eaux de surface, les eaux souterraines, les eaux côtières.

Epidémie :

Augmentation et propagation rapides d'une Maladie Infectieuse* chez un grand nombre de personnes dans un lieu donné, tel qu'une ville, agglomération, département, région ou un ou plusieurs pays.

Epizootie :

Augmentation et propagation rapides d'une maladie, infection ou infestation faisant partie de la liste des maladies à déclaration obligatoire de l'OIE (Organisation mondiale de la santé animale), telle que régulièrement mise à jour, frappant un grand nombre d'animaux d'une espèce animale ou d'un groupe d'espèces dans un lieu donné, tel qu'une ville, agglomération, département, régions, ou un ou plusieurs pays.

Evènement systémique :

Crise* initialement propre à une entreprise ou à une sphère d'activités et résultant d'une cause appelée à se propager à un ensemble significatif d'entreprises ou d'activités ayant entre elles des liens d'interdépendances économiques, juridiques et /ou organisationnelles.

Echéance anniversaire :

Date à laquelle le contrat d'assurance est renouvelé par tacite reconduction et qui figure aux Conditions particulières.

Fait dommageable :

Fait qui constitue la cause génératrice d'un dommage.

Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable* unique.

Frais de dépose repose :

Ensemble des dépenses de main d'œuvre et de transport, de matériel et de moyens, nécessitées par les opérations de remplacement d'un produit livré y compris le coût des opérations et travaux de recherche et d'accès, de démontage, de démolition, de remontage, de reconstruction des biens dans lesquels les produits ont été insérés ou incorporés, ainsi que les coûts de stockage et de destruction.

Frais de retrait :

Frais de retrait* de produits en exécution ou non d'une injonction d'une autorité compétente et correspondant exclusivement aux dépenses suivantes :

- frais de communication et d'annonce de l'opération de retrait*,
- frais de repérage, de recherche, de contrôle des produits,
- frais de retrait* proprement dit, d'extraction, de tri, de dépose, de démontage, d'acheminement des produits vers le lieu le plus proche où leur isolement peut être effectué au meilleur coût,
- frais supplémentaires de main d'œuvre (prestations supplémentaires payées au personnel pour effectuer les différentes opérations), de location de matériel,

Par frais de main-d'œuvre, il faut entendre non seulement les frais de main-d'œuvre proprement dits (rémunérations et charges correspondantes du personnel affecté à l'opération de mise en garde et/ou de retrait* ainsi que du personnel extérieur recruté spécifiquement pour cette opération) mais également les frais de séjours ou de déplacements correspondants.

- frais de stockage, de transport et des frais qui s'y rattachent (emballage, conditionnement, taxes portuaires, frais de douane, frais de chargement et de déchargement, etc.), jusqu'au lieu de contrôle, de remise en état et/ou de destruction des produits,
- frais de destruction ou de mise au rebut des produits incriminés,
.si cette destruction est le seul moyen de neutraliser le danger,
.si elle est ordonnée par une décision judiciaire, administrative, par un organisme de contrôle public ou agréé par les autorités publiques,

ou

.si le défaut des produits est tel que toute réparation ou récupération de tout ou partie de ces produits est sans intérêt.

Franchise :

Part des dommages restant toujours à la charge de l'assuré*.

Indice :

L'indice défini aux conditions particulières.

Indice d'échéance :

Valeur de l' « indice FFB » en vigueur au 1^{er} janvier de l'année d'échéance annuelle considérée.

Indice d'effet :

Valeur de l' « indice FFB » en vigueur au 1^{er} janvier de l'année.

Indice de référence :

Valeur de l'indice en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de la date de prise d'effet de l'avenant le plus récent (ou, à défaut, du contrat).

Indice FFB (Fédération Française du Bâtiment) :

L'indice retenu est celui du prix de la construction dans la région parisienne, publié par la FEDERATION FRANCAISE DU BATIMENT

Livraison :

La remise effective par l'assuré* de produits, de marchandises ou de matériels* ainsi que de prestations effectuées par lui. Elle est réputée s'effectuer à partir du moment où l'assuré* n'est plus en mesure d'exercer un contrôle matériel direct sur les conditions d'usage ou de consommation du produit ou de modifier ces conditions.

Pour l'application du présent contrat, il est précisé que la livraison* et la réception*, sont effectives même si les produits, ouvrages ou installations nécessitent des travaux supplémentaires ou un travail de maintenance ou des rectifications, réparations ou remplacement à cause de défauts ou de déficiences ou du fait de réserves. Toutefois pendant lesdits travaux, les dispositions concernant les responsabilités civiles Exploitation ou Avant réception* s'appliquent.

Locaux et chantiers permanents :

Lieux dont l'assuré* a l'usage d'une façon permanente et qui sont continuellement affectés à l'exploitation des activités assurées*. Ils comprennent essentiellement le siège social, les succursales, les annexes ou dépôts.

Ne sont pas considérés comme locaux permanents les bâtiments ou parties de bâtiment n'appartenant pas à l'assuré* mais dont il a l'usage occasionnel, en tant que locataire ou occupant, pour les besoins des activités assurées*:

- soit à temps plein pour des périodes n'excédant pas chacune trois mois consécutifs par année d'assurance,
- soit à temps partiel pour des usages intermittents »

Maladie Infectieuse :

Toute maladie transmissible causée par toute souche du SARS-COV-1, toute souche du SARS-COV-2, toute souche de grippe A (H1N1) ou de grippe (H5N1), toute souche virus ou de bactérie à l'origine de pneumopathie atypique ou de méningocoque, toute souche de bactérie Bacillus anthracis, la peste sous toutes ses formes, toute souche de virus Ebola, ainsi que les mutations ou variations de ces souches, tout comme toute maladie et infection visée dans l'arrêté du 12 juillet 2017 (modifié par arrêté du 28 mars 2020) fixant les listes des infections transmissibles prescrivant ou portant interdiction de certaines opérations funéraires mentionnées à l'article R.2213-2-1 du code général des collectivités territoriales, directement ou par renvoi aux avis du Haut Conseil de la santé publique, ainsi que dans toute disposition venant compléter, modifier ou remplacer ledit arrêté.

Nullité :

Annulation pure et simple du contrat qui est censé alors n'avoir jamais existé.

Pandémie :

Epidémie qui s'étend à la population d'un ou plusieurs continents, voire au monde entier.

Préjudice écologique :

Atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement.

Première constatation vérifiable des dommages garantis :

Tout fait objectif établi par tout moyen de preuve recevable attestant pour la première fois de la réalité d'un dommage garanti.

Prescription :

Extinction du droit, tant pour les assureurs* que pour l'assuré*, d'engager en justice toutes actions dérivant du contrat d'assurance passé un délai dont le point de départ et la durée sont fixés aux Conditions Générales.

Réception :

La réception* proprement dite, la remise ou la prise de possession y compris en cas de réserve de propriété, dès lors que cette remise donne au nouveau détenteur le pouvoir d'usage, de direction, de contrôle.

Pour l'application du présent contrat, il est précisé que la livraison* et la réception*, sont effectives même si les produits, ouvrages ou installations nécessitent des travaux supplémentaires ou un travail de maintenance ou des rectifications, réparations ou remplacement à cause de défauts ou de déficiences ou du fait de réserves. Toutefois pendant lesdits travaux, les dispositions concernant les responsabilités civiles Exploitation ou Avant réception* s'appliquent.

Réclamation :

Mise en cause de la responsabilité du souscripteur* ou de l'assuré*, soit par lettre adressée à celui-ci ou à l'assureur*, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre* peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Responsabilité civile exploitation :

Responsabilité civile avant livraison* ou avant réception* découlant de l'exploitation des activités de l'assuré* notamment en sa qualité de chef d'entreprise, de dirigeant associatif, d'employeur de main d'œuvre, de propriétaire, de locataire ou de gardien de tous biens meubles ou immeubles, y compris les animaux, liés directement ou indirectement à l'exercice de ses activités*.

Il est précisé que n'est pas comprise dans cette définition la Responsabilité civile découlant de l'exécution des prestations intellectuelles (qui relève de la définition « Responsabilité civile professionnelle* »).

Responsabilité civile après livraison ou après réception

Les responsabilités encourues du fait des produits, matériels, ouvrages, travaux et/ou prestations, livrés ou exécutés par l'assuré* après leur livraison* ou leur réception*.

Il est précisé que n'est pas comprise dans cette définition la Responsabilité civile découlant de l'exécution des prestations intellectuelles (qui relève de la définition « Responsabilité civile professionnelle* »).

Responsabilité civile professionnelle :

La Responsabilité civile incombant à l'assuré* en raison de fautes, erreurs, omissions, négligences, commises par l'assuré*, ou par les personnes dont il est civilement responsable, dans l'exécution de ses prestations intellectuelles de conseils, d'études, de conception, d'organisation ou de contrôle.

Ressources informatiques/numériques :

Tout dispositif électronique et/ou numérique, ordinateur, matériel, fixe ou portable, logiciel, progiciel, système et outil de communication, serveur, base de données, cloud, ainsi que tout dispositif de stockage, entrée et sortie de données, équipement de réseau ou installation de sauvegarde associés. Ces ressources peuvent être connectées à un réseau ou non.

Risque :

Evènement susceptible de causer des dommages, mais aussi, biens exposés à cet évènement.

Sinistre :**• Pour l'assurance des responsabilités :**

Tout dommage ou ensemble de dommages causés à un tiers*, engageant la responsabilité de l'assuré*, résultant d'un fait dommageable* et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations*.

• Pour les garanties Responsabilité civile Atteintes à l'environnement et préjudice écologique :

Constitue un seul et même sinistre*, y compris les frais d'urgence et les frais de prévention au titre du préjudice écologique*, l'ensemble des dommages résultant d'un fait dommageable* unique ayant entraîné une ou plusieurs atteintes à l'environnement* ou un ou plusieurs préjudice écologique et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations* et/ou à une ou plusieurs menaces de dommages garantis.

• Pour les garanties de Pertes Pécuniaires Environnementales :

Constitue un seul et même sinistre* l'ensemble des frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux* qui résultent d'un fait dommageable* unique.

Constitue un seul et même sinistre* l'ensemble des frais de dépollution résultant d'un fait dommageable* unique ayant entraîné une ou plusieurs atteintes à l'environnement*.

• Pour les autres garanties :

La réalisation de l'évènement susceptible de mettre en jeu la garantie du contrat.

Sol :

Formation naturelle superficielle, résultant de l'altération des couches géologiques sous-jacentes.

Par extension, il faut entendre également par sol, les apports de matériaux inertes ainsi que le sous-sol constitué des couches géologiques profondes.

Souscripteur :

Personne physique ou morale qui a conclu le présent contrat d'assurance avec l'assureur*. Elle adhère aux statuts de l'assureur* et prend la qualité de sociétaire.

Subrogation :

Transfert aux assureurs* des droits et actions de l'assuré* contre ceux qui, par leur fait, ont causé à celui-ci un dommage indemnisé en exécution d'un contrat.

Tiers :

Toute personne physique ou morale autre que l'assuré*.

Il est précisé que les assurés* possèdent la qualité de tiers* entre eux, **sauf en ce qui concerne les dommages immatériels non consécutifs***.

Véhicule :

Les véhicules terrestres à moteur, leurs remorques et semi-remorques, soumis à obligation d'assurance.

Zoonose :

Maladie infectieuse passée de l'animal à l'homme.

Les agents pathogènes zoonotiques peuvent être d'origine bactérienne, virale ou parasitaire, ou peuvent impliquer des agents non conventionnels et se propager à l'homme par contact direct ou par les aliments, l'eau ou l'environnement.

Chapitre II – Responsabilité civile

I - Objet de la garantie :

Le présent contrat a pour objet de garantir l'assuré* contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir **dans le cadre des activités assurées**, du fait de dommages (ou préjudices) corporels*, matériels* ou immatériels* causés aux tiers*, dans la limite des sommes fixées par ailleurs sous la seule réserve des exclusions prévues au titre du présent contrat.

II - Exclusions :

II.I. - Exclusions générales :

II.I.1 Les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible du fait intentionnel ou dolosif de l'assuré* qui, par ses caractéristiques, ferait perdre à l'événement générateur du sinistre* son caractère aléatoire ainsi que tous dommages causés intentionnellement par l'assuré* ou avec sa complicité.

Il est entendu que la responsabilité civile de l'assuré* en tant que commettant, du fait de ses préposés ou des personnes dont il doit répondre reste garantie.

II.I.2 Les dommages causés par :

- des grèves ou des fermetures d'entreprise par l'assuré* pour cause de grève,
- des émeutes, mouvements populaires,
- des attentats, actes de terrorisme ou de sabotage,
- la guerre étrangère, la guerre civile.

II.I.3 La responsabilité civile personnelle des sous-traitants.

Il est entendu que reste garantie la responsabilité civile de l'assuré* du fait de ses sous-traitants.

II.I.4 Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :

- des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.
 - tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants si les dommages ou l'aggravation des dommages :
 - frappent directement une installation nucléaire,
 - ou
 - engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire,
 - ou
 - trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire.
 - toute source de rayonnements ionisants destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire à des fins industrielles, de services, agricoles, commerciales, scientifiques ou médicales.
- Toutefois, cette dernière disposition ne s'applique pas aux dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants (radionucléides ou appareils générateurs de rayons X) utilisées ou destinées à être utilisées en France, hors d'une installation nucléaire, à des fins industrielles, de services, agricoles, commerciales ou médicales, lorsque l'activité nucléaire :
- met en œuvre des substances radioactives n'entraînant pas un régime d'autorisation dans le cadre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (article R511-9 du code de l'environnement),
 - ne relève pas non plus d'un régime d'autorisation au titre de la réglementation relative à la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail (article R1333-23 du code de la santé publique),

Sont également couverts les dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants (radionucléides ou appareils générateurs de rayons X) utilisées ou destinées à être utilisées à l'étranger, hors d'une installation nucléaire, à des fins industrielles, de services, agricoles, commerciales ou médicales, lorsque l'activité nucléaire :

- met en œuvre des substances radioactives qui, par comparaison aux règles en vigueur sur le marché français, n'aurait pas entraîné un régime d'autorisation dans le cadre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (article R 511-9 du code de l'environnement).
- n'aurait pas non plus été considérée comme relevant d'un régime d'autorisation au titre de la réglementation française relative à la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail (article R 1333-23 du Code de la santé publique).

II.I.5 Toutes condamnations pécuniaires infligées à titre de sanction d'un comportement fautif particulier de la part de l'assuré* et qui ne constitueraient pas la réparation directe de dommages corporels*, matériels* ou immatériels*, y compris les sanctions pénales, administratives ou civiles, astreintes, redevances, clauses pénales, dommages-intérêts "punitifs" ou "exemplaires" ("punitive damages" ou "exemplary damages").

II.I.6 Les conséquences d'engagements contractuels acceptés par l'assuré* et qui ont pour effet d'aggraver la responsabilité qui lui aurait incombé en l'absence desdits engagements,

Au titre de cette clause, on entend par « engagement contractuel » : pacte de garantie, clause extensive de responsabilité, clause de solidarité conventionnelle, clause de renonciation à recours, clause d'assurance pour compte, clauses pénales, clause de dédit.

La garantie sera néanmoins acquise lorsque ces engagements :

- résultent des usages de la profession, par exemple les garanties contractuelles dans les limites admises par la profession,
- sont préconisés par les fédérations, syndicats, organisations professionnelles,
- sont usuels en matière de contrat de stagiaires, intérimaires et/ou aides bénévoles, de visiteurs, et/ou autres personnes à disposition de l'assuré*, de crédit-bail, de location ou de mise à disposition de biens, de participation à des foires, expositions ou toutes autres manifestations liées aux activités de l'assuré*,
- résultent d'accords professionnels, des conditions générales d'achat, des cahiers des charges, de Conventions contractuelles ou d'assistance passés avec des Etats, collectivités locales et territoriales, établissements ou organismes publics, semi-publics ou chargés d'une mission de service public, tels que les sociétés de distribution d'eau, de gaz, d'électricité, régies municipales, sociétés d'économie mixte, établissements publics y compris industriels et commerciaux, les sociétés de télécommunications, les sociétés ou autres entités exploitant des chemins de fer, les ports et les sociétés portuaires et aéroportuaires et toutes autres entités assimilables à l'étranger, même en cas de transfert de responsabilité ou de renonciation à recours.

Il est entendu que les pénalités contractuelles assumées par l'assuré* sont couvertes pour autant qu'elles correspondent à un préjudice réel subi par un tiers*, et que l'engagement de l'assureur* ne s'exerce que dans la limite de ce préjudice, conformément à l'évaluation faite par l'assureur*.

Les engagements contractuels résultant de faits de corruption active ou passive, de trafic d'influence, commis en France ou à l'étranger demeurent exclus.

II.I.7 Les dommages immatériels non consécutifs* résultant de contrefaçons, vols, dol, détournements, d'abus de confiance, de violation de secrets professionnels, de publicité mensongère, d'acte de concurrence déloyale ou d'atteinte aux droits de la propriété intellectuelle, de la diffamation sauf si la responsabilité de ces faits ou actes incombe à l'assuré* en sa qualité de commettant. **Toutefois, cette exclusion demeure applicable aux réclamations* formulées devant une juridiction des Etats-Unis d'Amérique ou du Canada.**

II.I.8 Les dommages immatériels non consécutifs* engageant la responsabilité de l'assuré* en tant que dirigeant de droit ou de fait :

- tant pour sa faute personnelle, pour les faits autres que ceux imputables à la personne morale assurée,
- que pour une faute non séparable de ses fonctions de dirigeant.

II.I.9 Les conséquences pécuniaires pouvant incomber à l'assuré* en application des articles 1792 à 1792-4-3 du code civil ou d'une législation étrangère de même nature,

II.I.10 Les réclamations* résultant de la gestion sociale de l'assuré* vis-à-vis de ses préposés et des partenaires sociaux.

Il est précisé que la gestion sociale concerne les actes de l'assuré* relatifs aux procédures de licenciements, aux pratiques discriminatoires, au harcèlement sexuel et/ou moral, à la gestion des plans de prévoyance et/ou d'épargne de l'entreprise au bénéfice des salariés et aux rapports avec les partenaires sociaux.

Toutefois la garantie reste acquise à l'assuré* lorsque sa responsabilité est recherchée sur le fondement de la faute inexcusable de l'employeur.

II.I.11 Les dommages causés directement ou indirectement par le plomb, l'amiante et les produits contenant de l'amiante,

II.I.12 Les dommages résultant des encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles,

II.I.13 Les dommages immatériels non consécutifs*, causés à un tiers*, résultant d'une cyber-attaque*,

II.I.14 Les dommages résultant de la production par tout appareil ou équipement de champs électromagnétiques,

II.I.15 Les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés, ou résultant de la mise sur le marché de produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés,

II.I.16 Les dommages résultant d'atteintes à l'environnement*. (Ces dommages relevant du chapitre III « Risques environnementaux »)

Demeure toutefois garantie la responsabilité civile de l'assuré* du fait des dommages corporels* subis par ses préposés.

II.I.17 Les dommages résultant de l'organisation de toutes manifestations soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics ainsi que des essais qui précèdent et/ou soumises à l'obligation d'assurance édictée par les pouvoirs publics,

II.I.18 Les dommages :

._Résultant de la navigation aérienne et/ou spatiale ainsi que l'exploitation des pistes et des tours de contrôle d'installations aéroportuaires, et notamment les dommages de toutes sortes causés par un aéronef (y compris les ULM et les planeurs) ou un engin spatial en vol ou au sol.

Sont toutefois garantis les dommages résultant de l'utilisation :

- de parachutes, parapentes, parachutes ascensionnels, delta planes, kite-surfs et ailes delta,
- d'aéronefs civils circulant sans personne à bord, utilisés pour les besoins de l'activité professionnelle de l'assuré*,
 - dont la masse maximale au décollage est inférieure à 25 kg,
 - évoluant en sécurité dans le respect des règles et des conditions d'emploi relatives à la navigation aérienne,
 - télé-pilotés par une personne ayant les capacités et la formation définies par la réglementation.

Par « règles », il faut entendre les lois, règlements, décrets, ordonnances édictés en France et toutes normes européennes applicables.

._Causés à un aéronef ou un engin spatial en vol ou au sol (y compris a une partie d'aéronef ou un engin spatial) ainsi que :

- les dommages qui en découlent, causés à son fret, ses passagers ou à des tiers*,
- les réclamations* consécutives à l'immobilisation d'un aéronef ou d'un engin spatial

Ces exclusions ne s'appliquent pas :

- .aux prestations de services, qui ne sont pas réalisées sur la base de normes aviation ou n'ont pas une incidence directe sur le fonctionnement, la navigation ou la sécurité de l'appareil,
- .aux assurés* vendeurs ou fabricants d'un produit incorporé à leur insu dans un aéronef,
 - .à tout sous-ensemble qui n'a pas été spécifiquement conçu et fabriqué selon les normes aviation et qui n'est pas directement lié à son fonctionnement, à sa navigation ou à sa sécurité,
- .aux travaux des sous-traitants travaillant sur des produits aéronautiques, qui ne sont pas spécifiquement conçus et fabriqués selon les normes aviation et qui ne sont pas directement liés à la sécurité, au fonctionnement ou à la navigation.
- .aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré* lorsqu'elle est recherchée sur le fondement de la « Faute inexcusable de l'employeur ».

II.I.19 Les conséquences d'un défaut ou d'une insuffisance d'assurance du souscripteur* dès lors que cette assurance est obligatoire pour l'exercice des activités professionnelles assurées,

Les exclusions II.I.20 – II.I.21 – II.I.22 s'appliquent sauf si l'activité est expressément déclarée aux Conditions Particulières

II.I.20 Les dommages liés à l'organisation de centres aérés ou de colonies de vacances soumis à l'obligation d'assurance de l'article L.227-5 du Code de l'action sociale et des familles et des textes pris pour son application,

II.I.21 Les dommages résultant de l'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours prévus par les articles L.211-1, L.211-3 et L.211-4 du code du tourisme et soumis à l'obligation d'assurance,

II.I.22 Les dommages résultant de l'organisation de manifestations sportives ou de l'exploitation d'établissements d'activités physiques et sportives soumises à l'obligation d'assurance visée par le Code du sport.

Sont également exclus les activités : (sauf si cette activité est déclarée aux Conditions Particulières)

- soumises à l'obligation de détention d'une licence d'entrepreneur de spectacles,
- de paint-ball
- de rafting, canyoning

Demeurent formellement exclus, les dommages résultant de l'organisation, de l'animation ou de la participation de l'assuré* :

– à des manifestations, épreuves, courses ou compétitions sportives (y compris leurs essais et préparations), et causés par un véhicule terrestre à moteur,

– à l'organisation de “raves”, de “jeux de rôles”, de tous mouvements ou manifestations protestataires ou revendicatifs à caractère social, syndical, politique ou religieux,

– à toute *manifestation organisée et interdite par les pouvoirs publics,**

– à des activités :

- de sports aériens (deltaplane, parachute, parapente, planeur, kite surf), pilotage d'appareils aériens,
- saut à l'élastique,
- saut à ski,
- le polo,
- le ski nautique,
- l'alpinisme,
- bobsleigh, skeleton, luge,

– à des manifestations aériennes y compris baptêmes de l'air,

– à des manifestations tauromachiques, courses landaises,

– à des sons et lumières, tirs de feux d'artifice dont la mise en œuvre requiert une personne qualifiée au titre de la réglementation en vigueur,

– à des manifestations et joutes nautiques,

- à des compétitions sportives officielles lorsque l'objet principal de l'association déclarée aux conditions particulières n'est pas le sport.
- les dommages causés à la voirie, aux terrains, plantations et pelouses.
- les frais de nettoyage des locaux et sites mis à disposition.

II.I.23 Les dommages résultant de la navigation maritime, fluviale, lacustre d'appareils dont l'assuré* ou toute personne dont il est civilement responsable a la propriété, la conduite ou la garde.

II.I.24 Les dommages matériels* subis par les biens confiés* :

.transportés au titre d'un contrat de transport,

.loués ou prêtés à titre onéreux à l'assuré*, étant précisé que la garantie reste acquise pour les dommages matériels* et immatériels consécutifs* subis par les équipements, matériels, machines et outils dont l'assuré* est locataire ou qu'il détient au titre d'un contrat de leasing, lorsque la convention qui lie l'assuré* au propriétaire a été conclue pour une durée inférieure ou égale à 31 jours.

II.I.25 Les dommages immatériels non consécutifs* résultant d'un défaut ou d'un retard de livraison* ou réception*, ou d'exécution des travaux ou prestations, dans les délais convenus.

Sont toutefois garanties les conséquences de ce retard ou de ce défaut lorsqu'il résulte :

.d'un événement accidentel*,

.d'une faute, erreur, omission ou négligence commise par un préposé (ou toute autre personne dont l'assuré* est civilement responsable) dans les différentes opérations ou tâches nécessaires à la livraison* du produit ou à l'exécution de la prestation.

Demeurent exclues les pénalités de retard sauf si elles sont la conséquence d'un sinistre* garanti et exclusivement pour la part de préjudice réellement subie par les tiers* et dûment justifiée.

II.I.26 Les dommages résultant :

- d'une **maladie infectieuse***, y compris en cas d'épidémie*, de pandémie*, d'épizootie* ou de zoonose*
- et/ou de mesures prises par les autorités administratives, gouvernementales ou internationales pour prévenir un risque d'épidémie*, de pandémie*, d'épizootie*, de zoonose* ou limiter la propagation d'une maladie infectieuse*, que ces mesures visent l'activité de l'assuré* ou celles de tout tiers*.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque la responsabilité de l'assuré* est recherchée sur le fondement de la faute inexcusable de l'employeur.

II.II - Exclusions spécifiques à la responsabilité civile exploitation

II.II.1 Les dommages matériels* et immatériels consécutifs* ainsi que le préjudice écologique*, résultant d'incendie, d'explosion ou de phénomène d'ordre électrique ou de l'action de l'eau s'ils ont pris naissance dans les biens mobiliers ou les bâtiments situés dans les locaux ou chantiers permanents* où s'exercent les activités assurées.

Sont toutefois garantis les dommages matériels* et immatériels consécutifs* subis par les tiers*, y compris les propriétaires ainsi que le préjudice écologique*, et résultant de ces événements, prenant naissance dans les immeubles ou parties d'immeubles n'appartenant pas à l'assuré* et qu'il occupe pour des périodes :

- n'excédant pas chacune trois mois consécutifs par année d'assurance*.
- soit à temps partiel pour des usages intermittents

II.II.2 Les dommages dans la réalisation desquels sont impliqués tous véhicules* terrestres à moteur soumis à l'obligation d'assurance, y compris les engins de chantier ou d'entreprise automoteurs, qu'ils fonctionnent comme véhicule ou outils, ainsi que leurs remorques ou semi-remorques dont l'assuré* ou toute personne dont il est civilement responsable a la propriété, l'usage ou la garde.

Sont toutefois garantis,

- les dommages corporels*, matériels* et immatériels consécutifs*, subis par les tiers*, et dans la réalisation desquels est impliqué un véhicule* dont l'assuré* n'a pas la propriété et qu'il n'a ni loué ni emprunté :

- au cours du déplacement du véhicule* pour qu'il ne fasse plus obstacle à l'exercice de l'activité de l'entreprise (les dommages subis par le véhicule* déplacé sont garantis),
- lorsque le véhicule* est utilisé par les préposés de l'assuré* pour les besoins du service

Demeurent exclus dans ce dernier cas les dommages subis par le véhicule* utilisé.

- les dommages corporels*, matériels* et immatériels consécutifs*, subis par les tiers*, résultant du seul fonctionnement en tant qu'outil des engins de chantier ou d'entreprise automoteurs appartenant à l'entreprise ou loués ou empruntés pour ses besoins.

- les dommages corporels*, matériels* et immatériels consécutifs*, subis par les tiers*, causés par :

- les engins de jardinage autoportés s'ils sont d'une puissance inférieure à 20 CV utilisés uniquement dans l'enceinte de l'établissement de l'assuré*
- les matériels de nettoyage (auto-laveuses) utilisés uniquement dans l'enceinte de l'établissement de l'assuré*.

- les dommages matériels* et immatériels consécutifs* subis par les biens confiés* du fait de leur transport, y compris lors d'opérations de manutention, de chargement et de déchargement, **sauf si l'assuré* intervient au titre d'un contrat de transport.**

Il est précisé que ces assurances garantissent l'assuré* contre les recours qui peuvent être exercés contre lui sur le fondement de l'article L455-1-1 du Code de la sécurité sociale.

Ces garanties n'ont pas pour objet de répondre à l'obligation d'assurance visée aux articles L 211-1 à L 211-7 et R211-2 à R211-8 du Code des assurances.

Elles s'exercent en complément ou à défaut des garanties minimales accordées afin de satisfaire à cette obligation.

II.II.3 Les dommages corporels* causés aux préposés de l'assuré* lorsqu'ils sont pris en charge par un régime de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

Demeurent toutefois garantis :

- les recours qui peuvent être exercés contre l'assuré* par les préposés de l'assuré* en raison des dommages qui leur sont causés en cas de faute intentionnelle d'un autre préposé de l'assuré* ;
- le paiement, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle atteignant un préposé de l'assuré* et résultant de la faute inexcusable de l'assuré* ou d'une personne qu'il s'est substituée dans la direction de l'entreprise :
 - du capital représentatif destiné à financer la majoration des rentes allouées à la victime ou à ses ayants droits prévu à l'article L 452-2 du Code de la Sécurité sociale ;
 - de l'indemnité complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre en réparation des préjudices extra patrimoniaux : souffrances physiques et morales endurées, préjudices

esthétiques, préjudices d'agrément, pertes ou diminution des possibilités de promotion professionnelles prévues à l'article L 452-3 du Code de la Sécurité sociale ;

• Par ailleurs, en application de la décision du Conseil Constitutionnel en date du 18 juin 2010, est également garantie l'indemnisation des préjudices non prévus par l'article L 452-3 du Code de la Sécurité sociale, dès lors qu'elle résulte d'une décision prise à l'encontre de l'assuré* par une juridiction de la Sécurité sociale.

- le paiement des frais nécessaires pour :

- défendre l'assuré* dans les actions amiables ou judiciaires fondées sur les articles L 452-1 à L 452-4 du Code de la Sécurité sociale et dirigées contre lui en vue d'établir sa propre faute inexcusable et/ou celle des personnes qu'il s'est substituées dans la direction de l'entreprise,
- défendre l'assuré* et ses préposés devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires atteignant un préposé de l'assuré*.

Sauf conflit d'intérêts*, dans la limite de la garantie, l'assureur* pourvoit lui-même à la défense de l'assuré* et/ou du préposé.

Restent toutefois exclues les cotisations supplémentaires visées à l'article L 242-7 du Code de la Sécurité sociale.

II.II.4 Les dommages résultant de vols, escroqueries et détournements commis par les préposés de l'assuré* si aucune plainte n'a été déposée,

II.II.5 Les dommages causés du fait d'installations ferroviaires dont l'assuré* est propriétaire ou locataire et dont il assure l'exploitation.

Sont toutefois garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut incomber à l'assuré*, du fait de l'exploitation d'un embranchement particulier de voies ferrées en raison des dommages corporels*, matériels* et immatériels consécutifs* subis par :

- les tiers*,
- la S.N.C.F. et S.N.C.F Réseau en vertu des stipulations du cahier des charges (cahier des conditions d'établissement) ou des traités particuliers que l'assuré* a passés avec eux et imputables à l'exploitation d'un embranchement particulier de voies ferrées ;

II.II.6 Les dommages causés par tout engin de remontée mécanique,

II.II.7 Les conflits sociaux, la défense des intérêts collectifs ou individuels des salariés de l'assuré, l'exercice du droit d'alerte, les missions concernant la santé, la sécurité, les conditions de travail, ainsi que les missions relevant des art L 2312-8, L 2312-9, et L 2312-78 du Code du Travail (organisation, gestion, marche générale de l'entreprise, participation au Conseil d'Administration ou de Surveillance)

II.III - Exclusions spécifiques à la responsabilité civile après livraison ou après réception

II.III.1 Les frais engagés par l'assuré* ou par un tiers* pour **remplacer, remettre en état, réparer ou rembourser des produits, matériels, ouvrages, travaux et prestations**, cause ou origine du dommage, livrés ou exécutés par l'assuré*, lorsque ce dernier est dans l'obligation légale (garantie légale de conformité, garantie des vices cachés) ou contractuelle de prendre en charge ces frais.

Toutefois, sont garantis les frais de dépose et de repose* exposés par l'assuré* ou pour son compte, ou par des tiers*, lorsqu'ils sont nécessaires pour réparer ou remplacer un produit défectueux livré par l'assuré* **sauf mention contraire au tableau des garanties et des franchises***.

Demeurent exclus les frais de dépose repose* :

- de produits faisant partie intégrante d'un ouvrage de bâtiment ou de génie civil et/ou devenus immeubles par destination,
- portant sur le coût d'opérations de dépose ou/et de repose* de produits lorsque la pose, cause ou origine du dommage faisait l'objet de la prestation initiale de l'assuré*.

II.III.2 Les **frais de retrait*** engagés par l'assuré* de tous produits :

Est toutefois pris en charge le remboursement des frais de retrait* engagés par l'assuré* lorsqu'il est tenu de procéder au retrait de produits livrés, ayant causé ou susceptibles de causer un dommage corporel* ou un dommage matériel*, et qui demeurent identifiables après la livraison*.

Demeurent exclus :

- les frais de correction, réparation, rectification, remplacement ou redistribution des produits incriminés,
- les frais exposés en vue de regagner la confiance du public, de la clientèle ou du réseau de distribution ainsi que tous frais engagés pour limiter le préjudice commercial de l'assuré*,
- toute opération de retrait effectuée à l'initiative de l'assuré* sans obtention de l'accord préalable de l'assureur* sauf :
 - en cas d'urgence justifiée par l'imminence de la survenance du dommage,
 - ou
 - s'il s'agit d'une décision administrative ou judiciaire.

Il est précisé que l'assuré* s'engage dans ces deux hypothèses à aviser de manière concomitante l'assureur* des mesures prises.

Par ailleurs, il est précisé que sont exclus au titre du présent contrat, les **frais de retrait* engagés tant par l'assuré* que par les tiers* :**

- **concernant des produits fabriqués ou livrés sans être conformes aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sécurité et à la protection des consommateurs** sauf si ce défaut de conformité n'était pas connu de l'assuré* au moment de la livraison*.
- **découlant de l'impropriété à l'usage ou à la consommation par une dégradation graduelle prévisible ou par la péremption du produit** ; sauf si cette impropriété est consécutive à une erreur d'emballage et/ou d'étiquetage.
- **résultant de conditions inhérentes à la fabrication, au conditionnement ou au stockage de produits de nature à devenir cause de sinistre*** aux termes de la présente garantie, sauf si l'assuré* n'avait pas connaissance de ces conditions au moment de la livraison*.

II.III.3 Les **dommages immatériels*** découlant de la **non performance des produits livrés ou travaux exécutés**, à moins que ces dommages soient la conséquence d'un vice caché, d'un défaut de conception ou de réalisation du produit.

Par non performance, il faut entendre l'insuffisance des résultats qualitatifs et/ou quantitatifs obtenus, par rapport à ceux sur lesquels l'assuré* s'est engagé contractuellement.

II.IV - Exclusions spécifiques à la responsabilité civile professionnelle

II.IV.1 Le coût de la prestation de l'assuré*, de sa **réfection, de son adaptation ou de son amélioration** ou des frais destinés à obtenir les résultats requis ou pour mener à son terme la **prestation**.

II.IV.2 Les dommages immatériels* découlant de la **non performance des prestations** exécutées, à moins que ces dommages résultent d'une faute, erreur, omission ou négligence commise dans la réalisation de la prestation.

Par non performance, il faut entendre l'insuffisance des résultats qualitatifs et/ou quantitatifs obtenus, par rapport à ceux sur lesquels l'assuré* s'est engagé contractuellement.

II.IV.3 Toutes contestations relatives aux frais et honoraires ou à la **rémunération** de l'assuré*,

II.IV.4 Les dommages résultant de la **violation délibérée** par l'assuré* dans le cadre de ses activités déclarées aux conditions particulières :

- des règles régissant leur exercice et relatives à l'obtention d'une qualification professionnelle (diplôme requis et/ou expérience professionnelle) et le cas échéant à une autorisation administrative préalable,
- d'une interdiction de les exercer prononcée par une juridiction ou par un ordre professionnel,
- des règles de sécurité et prudence propres à celles-ci lorsque ce manquement est constitutif d'une infraction pénale de mise en danger d'autrui.

sauf si la responsabilité de ces faits ou actes incombe à l'assuré* en sa qualité de commettant.

Par règles, il faut entendre les lois, règlements, décrets, ordonnances, usages et normes professionnels homologués, édictés en France ou par un autre Etat membre de l'Union européenne ou un Etat parti à l'accord sur l'Espace économique européen, et fixant les conditions d'accès et d'exercice des activités professionnelles de l'assuré*.

II.IV.5 Les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à l'assuré* en raison de l'absence de souscription ou de l'insuffisance des **garanties financières** requises légalement ou conventionnellement et dont l'assuré* doit justifier,

II.IV.6 Les dommages résultant d'études qui auraient fait l'objet de **réserves** écrites d'un organisme de contrôle, dans la mesure où les dommages trouvent leur origine dans la cause même de ces réserves, et tant qu'elles n'ont pas été levées.

II.IV.7 Les dommages résultant d'une **disproportion flagrante** entre d'une part, les engagements acceptés par l'assuré* et d'autre part les capacités professionnelles techniques / technologiques ou les moyens matériels nécessaires pour exécuter ces engagements.

La disproportion résulte de sa connaissance lors de la prise de ces engagements soit de l'inexistence des capacités et/ou moyens promis à ses cocontractants, ou de l'impossibilité de les mobiliser, soit de leur absence de mise en œuvre pour exécuter ses engagements.

La réalité de cette disproportion flagrante est soumise à un expert indépendant.

II.IV.8 Les dommages immatériels non consécutifs causés par un procédé, matériel ou ouvrage mettant en œuvre des **techniques non encore expérimentées** (système expérimental, prototype).

II.IV.9 Les conséquences de l'**ingérence** de l'assuré* dans la gestion ou la direction d'une entreprise cliente.

II.V - Exclusions « Responsabilité civile après livraison ou réception Etats-Unis d'Amérique et/ou Canada »

Sans préjudice de l'application des autres exclusions, sont toujours exclus :

II.V.1 Les dommages immatériels non consécutifs* en ce qui concerne les risques* se réalisant aux Etats - Unis d'Amérique et/ou au Canada.

Clause Dommages immatériels non consécutifs suite à vices cachés « Loss of use » : Toutefois, sont garantis les préjudices pécuniaires subis par les tiers* résultant pour eux de la privation de jouissance du produit livré par l'assuré* ou du bien dans lequel il est incorporé si ladite privation de jouissance est due à un bris, une destruction, une altération ou à une dénaturation du produit livré, survenu après remise dudit produit à l'acheteur ou à l'utilisateur. La couverture vaut pour autant que ce bris, cette destruction, altération ou dénaturation trouve son origine dans un vice propre du produit ou dans une erreur commise par l'assuré* dans sa conception, sa préparation, sa fabrication, sa réparation, son stockage, sa livraison*.

Outre, ce qui est exclu par ailleurs (au titre du présent contrat), sont exclus :

- le coût du remboursement, du remplacement ou de la réparation des biens fournis par l'assuré* ;
- les dommages résultant directement des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien* ou de l'usage anormal des biens livrés, par l'acheteur ou l'utilisateur ;
- les réclamations* formulées par un autre assuré* au contrat.

II.V.2 Les frais de dépose et de repose* engagés par l'assuré* ou par les tiers*.

II.V.3 Les frais de retrait* engagés par l'assuré* ou par les tiers*.

Chapitre III – Risques environnementaux

I - Objet de la garantie

Sauf disposition contraire mentionnée aux Conditions particulières, par dérogation partielle à l'exclusion II.I.16 – Chapitre II des Conventions Spéciales les garanties ci-après mentionnées sont acquises à l'assuré* dans les conditions et limites fixées par le présent contrat.

I.I - Responsabilité Civile

L'assureur* garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré* :

I.I.1 - Responsabilité civile Atteintes à l'environnement :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré* en raison des dommages corporels*, matériels* et immatériels* causés aux tiers* dans le cadre des activités assurées, résultant

- a. d'une atteinte à l'environnement* se produisant en dehors de l'enceinte de l'un des établissements de l'assuré* ;
- b. d'une atteinte à l'environnement accidentelle* se produisant dans l'enceinte de l'un des établissements de l'assuré*, y compris lors des opérations de chargement et de déchargement des véhicules terrestres à moteur dès lors que l'assuré* n'intervient pas au titre d'un contrat de transport (par dérogation partielle à l'exclusion II.II.2 – Chapitre II des Conventions Spéciales).

Il est précisé que les garanties s'appliquent :

- Au remboursement des frais d'urgence engagés à la suite d'une atteinte à l'environnement*, même en l'absence de dommages, pour procéder aux opérations immédiates visant à neutraliser, isoler ou éliminer une menace réelle et imminente de dommages causés aux tiers*, **à l'exclusion des frais visés à l'article I.II.2 ci-après.**
Ces dépenses ne seront prises en charge que si l'opération susvisée résulte :
 - soit d'une disposition légale,
 - soit d'une décision judiciaire
 - soit d'une décision des autorités administratives compétentes
 - soit encore d'une décision prise par l'assuré* avec l'accord de l'assureur* dans les délais compatibles avec l'urgence de la situation.
- Aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré* en raison des dommages matériels* et immatériels consécutifs* causés aux biens de ses préposés ainsi qu'aux biens confiés* par les tiers* (**sauf les biens loués ou prêtés à titre onéreux**, dont l'indemnisation relève de la garantie des « frais de dépollution des biens mobiliers » mentionnée à l'article I.II.2 ci-après).
- Aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile personnelle de l'assuré* en tant que dirigeant de fait ou de droit en raison des dommages corporels*, matériels* et immatériels consécutifs* causés aux tiers*.

I.I.2. - Préjudice écologique

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré* en raison d'un préjudice écologique* causé dans le cadre des activités assurées, y compris :

- les frais engendrés par les mesures de réparation en nature
- les frais de prévention au titre du préjudice écologique*, à savoir :
 - les dépenses exposées par des tiers* pour prévenir la réalisation imminente d'un préjudice écologique*, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences ;
 - les coûts des mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le préjudice écologique* que le juge, saisi d'une demande en ce sens par toute personne ayant qualité et intérêt à agir, peut prescrire.

L'évaluation du préjudice écologique tient compte, le cas échéant, des mesures de réparation déjà intervenues.

I.II – Pertes pécuniaires environnementales

L'assureur* garantit les pertes pécuniaires subies par l'assuré* résultant de :

I.II. 1 - Responsabilité environnementale :

Sont garanties les pertes pécuniaires subies par l'assuré* au titre de sa responsabilité environnementale, telle qu'instaurée par la directive 2004/35/CE du Parlement Européen et du Conseil, pour des dommages environnementaux* consécutifs aux activités assurées, en raison :

- des dommages affectant les sols*, à savoir toute contamination des sols* qui engendre un risque d'incidence négative grave sur la santé humaine,
- des dommages affectant les eaux*, à savoir tout dommage qui affecte de manière grave et négative l'état écologique, chimique ou quantitatif ou le potentiel écologique des eaux* concernées,
- des dommages causés aux espèces et habitats naturels protégés, à savoir tout dommage qui affecte gravement la constitution ou le maintien d'un état de conservation favorable de tels habitats ou espèces,

Les pertes pécuniaires garanties correspondent aux frais prévus par la directive 2004/35/CE du Parlement Européen et du Conseil, engagés sur demande de l'autorité compétente et/ou en accord avec elle, à savoir :

- Les frais de prévention engagés pour prévenir ou minimiser les dommages environnementaux* en cas de menace imminente de tels dommages.
- Les frais de réparation engagés pour la réparation des dommages environnementaux* résultant de toute action ou combinaison d'actions, y compris des mesures d'atténuation ou des mesures transitoires visant à restaurer, réhabiliter ou remplacer les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés ou à fournir une alternative équivalente à ces ressources ou services.

Ces frais sont constitués des dépenses justifiées par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et effective des actions de prévention et/ou de réparation y compris les coûts :

- des études correspondantes,
- de l'évaluation de la menace imminente et/ou des dommages environnementaux*,
- des options en matière d'action,
- des frais administratifs, judiciaires et d'exécution,
- de collecte des données et les autres frais généraux,
- de la surveillance et du suivi.

Ils ne comprennent pas le coût des études d'intérêt général, ainsi que des études ayant un caractère purement scientifique ou écologique.

Le sinistre* est imputé à l'année d'assurance* au cours de laquelle la première constatation vérifiable du dommage est intervenue.

I.II.2 - Frais de dépollution :

Sont garanties les pertes pécuniaires subies par l'assuré* dans l'exercice des activités assurées correspondant aux :

- frais de dépollution des sols* et des eaux*,
- frais de dépollution des biens immobiliers dont l'assuré* est propriétaire ou qu'il a en location, ou qu'il détient en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de location-vente,
- frais de dépollution des biens mobiliers dont l'assuré* est propriétaire, qu'il a en location ou qui lui sont prêtés à titre onéreux, ou qu'il détient en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de location-vente, et qui se trouvent dans l'enceinte des sites de l'assuré*

lorsqu'ils résultent :

- d'une atteinte à l'environnement accidentelle* ou d'un préjudice écologique* imputables aux activités assurées, qui se produisent dans l'enceinte des sites de l'assuré*, et qui sont engagés :
 - à l'intérieur de cette enceinte,
 - et/ou à l'extérieur de celle-ci, en l'absence de réclamation de tiers* mais sur injonction des pouvoirs publics ou en accord avec l'assureur*.

- d'une atteinte à l'environnement* ou d'un préjudice écologique* consécutifs à une faute, une erreur, une omission ou une négligence commise dans le cadre des activités assurées, en l'absence de réclamation de tiers* mais sur injonction des pouvoirs publics ou en accord avec l'assureur*

Il est précisé que cette garantie comprend les frais de recherches visant à identifier, à mesurer et à caractériser une atteinte à l'environnement* à la suite d'un fait dommageable* garanti, ainsi que les frais de surveillance et de suivi consécutifs à un sinistre* garanti.

Les frais de dépollution assurés au titre de la présente garantie correspondent exclusivement :

- aux opérations et mesures visant à neutraliser, isoler, confiner, détruire ou éliminer des substances dangereuses,
- à l'enlèvement, au transport et à la mise en décharge des matières polluées ou contaminées ainsi qu'au traitement éventuel qu'elles doivent subir avant leur mise en décharge ou leur destruction.

Le sinistre* est imputé à l'année d'assurance* au cours de laquelle la première constatation vérifiable du dommage est intervenue.

II - Exclusions

Outre les exclusions prévues au contrat, sont exclus :

II.1 Les dommages du fait ou à l'occasion de l'exploitation par l'assuré* d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement ou à autorisation au titre des articles L.512-1 à L.512-7-7 du Code de l'environnement.

Il est entendu que cette exclusion ne s'applique pas à la responsabilité civile de l'assuré* du fait des dommages corporels* subis par ses préposés (garantie relevant de l'article II.II.3 – Chapitre II des Conventions Spéciales).

II.2 Les dommages causés par toute atteinte à l'environnement* non accidentelle se produisant dans l'enceinte de l'un des établissements de l'assuré*.

Il est entendu que cette exclusion ne s'applique pas à la responsabilité civile de l'assuré* du fait des dommages corporels* subis par ses préposés (garantie relevant de l'article II.II.3 – Chapitre II des Conventions Spéciales).

II.3 Les dommages imputables :

- a) à l'inobservation par l'assuré* des prescriptions et mesures spécifiques édictées par les autorités compétentes pour l'exercice des activités,
- b) au mauvais état, à l'insuffisance ou à l'entretien défectueux des installations, dès lors que cette inobservation, ce mauvais état, cette insuffisance ou cet entretien défectueux était connu ou ne pouvait pas être ignoré par l'assuré* avant la réalisation des dommages.

II.4 Les conséquences des obligations de l'assuré* résultant d'une fermeture, d'un changement d'exploitant ou d'une cession de site.

II.5 Les dommages causés par :

- a) tous engins ou véhicules de transport maritime ou aérien, et leur cargaison.
Toutefois, il est précisé que les garanties responsabilité civile (article I.I ci-dessus) et responsabilité environnementale (article I.II.1 ci-dessus) restent acquises lors d'opérations terrestres de chargement, déchargement, dépotage, réalisées dans l'exercice des activités assurées ;
- b) toutes installations en mer, engins ou véhicules flottants de recherche, de forage, de production, de stockage, d'exploitation de ressources minérales, d'énergies fossiles ou renouvelables.

II.6 Les redevances mises à la charge de l'assuré* en application des lois et règlements en vigueur au moment du sinistre*, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie, ainsi que toutes amendes, y compris celles assimilées à des réparations civiles, et toutes autres sanctions pénales.

II.7 Les dommages résultant de tous rejets ou émissions autorisés par les autorités administratives, tant pour l'exploitation du site de l'assuré* que pour les prestations de services.

Toutefois ces dommages demeurent garantis s'ils sont la conséquence d'un fait fortuit, d'une faute, erreur, omission ou d'une négligence de l'assuré*.

II.8 Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré* en raison d'une atteinte à l'environnement* ou d'un préjudice écologique* se réalisant sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique et du Canada.

Chapitre IV – Défense Pénale et Recours suite à accident

Lexique

Tierce personne : autorité extérieure au litige légalement habilitée à donner un conseil juridique

I - Objet de l'assurance recours

L'assureur* prend en charge la gestion du recours de l'assuré* :

- soit à l'amiable (l'assureur* effectue les démarches nécessaires auprès de la partie adverse afin d'obtenir une solution négociée au mieux des intérêts de l'assuré*),
- soit, si nécessaire, devant toute juridiction,

lorsque, non responsable, l'assuré* subit un dommage corporel*, matériel* et immatériel consécutif* à ces dommages, dans le cadre de son activité professionnelle, engageant la responsabilité d'un tiers* identifié pour un événement visé dans le présent contrat.

II - Objet de l'assurance défense pénale

L'assureur* prend en charge le paiement des frais et honoraires engagés pour défendre l'assuré* lorsque celui-ci est poursuivi devant les tribunaux répressifs, **sous l'inculpation de délit ou de contravention**.

Cette assurance joue lorsque les faits servant de base aux poursuites ont eu lieu dans le cadre de l'activité professionnelle et sont garantis par l'assurance responsabilité civile souscrite dans le cadre de ce contrat.

ATTENTION

La défense des intérêts civils de l'assuré*, dès lors que celui-ci se trouve mis en cause au titre de sa responsabilité civile est prise en charge au titre des garanties de "Responsabilité civile". L'avocat de l'assureur*, sauf conflit d'intérêt*, se charge de la défense des intérêts communs.

En matière d'appel et de recours en cassation ou en Conseil d'Etat, l'assuré* peut prendre l'initiative d'une procédure que l'assureur* aura refusée à l'assuré* sans le soumettre préalablement à l'arbitrage.

III - Les dispositions communes aux assurances Défense pénale et Recours suite à accident

Les sinistres* relatifs à la garantie "Défense pénale et Recours suite à accident" sont gérés par un service sinistre* spécialisé distinct des autres services sinistres*.

III.1. Consultations ou actes de procédure

Si l'assuré* est en mesure de justifier d'une urgence, il peut prendre toutes les mesures conservatoires utiles. Il s'engage alors à en aviser l'assureur* sous 72 heures.

Elles seront prises en charge par l'assureur* dans la limite des garanties souscrites.

Toute consultation ou à fortiori acte de procédure lancé, sauf urgence, avant toute concertation préalable ou déclaration de sinistre* **restera exclusivement à la charge de l'assuré***.

III.2. Choix de l'avocat

Pour toute action en justice ou si l'adversaire de l'assuré* se fait représenter dès la phase amiable par un avocat, l'assuré* a le libre choix de l'avocat ou, si l'assuré* le préfère d'une personne qualifiée par la loi ou la réglementation en vigueur pour l'assister.

Si l'assuré* ne connaît pas d'avocat, l'assureur* pourra communiquer à l'assuré* les coordonnées d'un conseil sur demande écrite préalable de sa part.

Quel que soit le choix de l'assuré*, il conserve la direction du procès.

Dans l'un ou l'autre cas, sauf délégation de paiement donné par l'assuré* à son avocat, l'assureur* rembourse à l'assuré* les honoraires qu'il aura réglés à son mandataire hors TVA ou TVA comprise, selon son régime d'imposition, dans la limite du montant de la garantie.

Lorsque survient un conflit d'intérêts* entre l'assuré* et l'assureur*, ce dernier en informe l'assuré* qui bénéficie de la même liberté de choix.

Les sommes récupérées en remboursement des frais et honoraires sont attribuées à l'assuré* en priorité à concurrence de ce qui reste à sa charge.

III.3. Désaccord entre l'assuré* et l'assureur

En cas de désaccord entre l'assuré* et l'assureur* au sujet des mesures à prendre pour régler un différend (par exemples : engager une procédure ou une voie de recours, poursuivre une procédure ou une voie de recours....), cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne* désignée d'un commun accord ou à défaut, par le Président du Tribunal Judiciaire statuant selon la procédure accélérée au fond.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de l'assureur*, sauf si le Président du Tribunal Judiciaire, statuant selon la procédure accélérée au fond, décide que l'assuré* a mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si l'assuré* a engagé à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle proposée par l'assureur* ou la tierce personne mentionnée à l'alinéa précédent, l'assureur* l'indemniserait des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite du montant de la garantie.

Lorsque la procédure évoquée ci-dessus est mise en œuvre, le délai de recours contentieux est suspendu pour toutes les instances juridictionnelles qui sont couvertes par la garantie d'assurance et que l'assuré* est susceptible d'engager en demande, jusqu'à ce que la tierce personne chargée de proposer une solution en ait fait connaître la teneur.

Chapitre V - Frais de prévention des dommages

I - Objet de la garantie

L'assureur* prend en charge, sous réserve de son accord préalable, les frais de prévention auxquels l'assuré* peut être exposé pour prévenir la survenance d'un dommage imminent ou pour limiter les conséquences d'un dommage déjà survenu.

En dehors de cet accord, l'assureur* supporte également les frais de prévention ou cantonnement des dommages fixés par le magistrat conformément aux prévisions du code civil pour les préjudices réparables garantis engageant la responsabilité de l'assuré*.

Cette garantie ne peut intervenir que dans la mesure où le dommage est lui-même garanti par le présent contrat ou l'aurait été si le dommage était survenu.

II – Exclusions

II.1 - Les frais de retrait* et de dépose / repose* engagés par l'assuré* qui restent couverts par ailleurs si lesdites garanties ont été souscrites,

II.2 - Les frais entraînés alors que l'assuré* ne pouvait ignorer les risques* anormalement élevés qu'il prenait en raison de l'interdiction ou de la dangerosité reconnue des matières premières ou substances utilisées pour la fabrication de ses produits ou encore à raison du non-respect délibéré par lui de la réglementation de sécurité applicable à la fabrication, à la vente ou à la distribution de ses produits selon les règles de protection de l'ordre public français, européen, ou international,

II.3 - Les frais complémentaires nécessaires pour parvenir à l'exécution conforme de la commande ou du marché passé par l'assuré*,

II.4 - Les frais engagés suite à un non-respect conscient de la direction de l'assuré* de la réglementation de sécurité applicable à la fabrication, la vente ou la distribution des produits fabriqués par l'assuré*,

II-5 - Les frais d'entretien et de maintenance des installations utilisées par l'assuré* pour la fabrication des produits ;

II-6 - Les frais destinés à prévenir la survenance, l'aggravation ou la propagation d'une atteintes à l'environnement*, d'un préjudice écologique* ou de dommages environnementaux*.

Chapitre VI - Modalités d'application des garanties

Responsabilité Civile, Risques Environnementaux, Défense et Recours suite à accident et Frais de prévention des dommages

I - Procédure transaction

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, dans la limite de la garantie :

- devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, l'assureur* assume la défense de l'assuré*, dirige le procès et a le libre exercice des voies de recours ;

- devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, l'assureur* a la faculté de diriger la défense ou de s'y associer et, au nom de l'assuré* civilement responsable, d'exercer les voies de recours. Dans ce cas, en ce qui concerne l'action publique, l'assuré* a le libre choix de l'avocat.

Toutefois, si l'assuré* a été cité comme prévenu, l'assureur* ne pourra exercer les voies de recours qu'avec son accord, exception faite du pourvoi en cassation lorsqu'il est limité aux intérêts civils.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur* ne lui seront opposables.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel, ni le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir moral d'accomplir.

L'assureur* a seul le droit de transiger avec la personne lésée, dans la limite de sa garantie.

II - Frais de procès

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, les frais de procès, de quittance, d'expertise et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction du montant de la garantie **sauf s'ils sont engagés devant une juridiction des Etats-Unis d'Amérique ou du Canada.**

En cas de condamnation supérieure au montant de la garantie souscrite, ils seront supportés par l'assureur* et par l'assuré* dans la proportion de leurs parts respectives dans la condamnation. Les sommes allouées au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile reviennent à l'assureur* s'il a pris en charge les honoraires et frais de défense de l'assuré*.

Les amendes ne sont jamais à la charge de l'assureur*.

III - Constitution de rente

Lorsque l'indemnité allouée à une victime ou à ses ayants droit consiste en une rente, les dispositions suivantes sont applicables :

- si une acquisition de titres est ordonnée pour sûreté de son paiement, l'assureur* procède à la constitution de cette garantie,
- si aucune garantie spéciale n'est ordonnée par une décision judiciaire, la valeur de la rente en capital est calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la provision mathématique de cette rente,
- **l'assureur* peut exiger le remboursement des sommes qu'il a versées ou mises en réserves pour le compte de l'assuré*, dans la mesure où elles excèdent le montant de sa garantie.**

IV - Inopposabilité des déchéances

Ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants droit, les déchéances* motivées par un manquement de l'assuré* à ses obligations, commis postérieurement au sinistre*.

L'assureur* peut néanmoins, dans ce cas, exercer contre l'assuré* une action en remboursement pour toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à la place de l'assuré*.

V – Montants de garanties

Les garanties s'exercent dans la limite des montants indiqués au tableau des garanties.

Ces montants peuvent être exprimés soit par sinistre* soit par année d'assurance*.

Lorsqu'ils sont exprimés par sinistre*, ils constituent la limite de l'engagement de l'assureur* pour l'ensemble des conséquences dommageables du sinistre*.

Lorsqu'ils sont exprimés par année d'assurance*, ils constituent la limite de l'engagement de l'assureur* pour l'ensemble des conséquences dommageables des sinistres* portés à sa connaissance au cours d'une même année d'assurance*.

Les montants ainsi fixés se réduisent jusqu'à épuisement par tout règlement amiable ou judiciaire d'indemnités quels que soient les dommages auxquels ils se rapportent sans reconstitution.

L'ensemble des réclamations*, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constitue un seul et même sinistre* dont la date est celle correspondant à la première réclamation* formulée ou à la déclaration de l'assuré*.

Sont considérées comme formant un seul et même sinistre*, quel que soit le nombre de lésés, les réclamations* résultant d'une même erreur, malfaçon ou faute quelconque.

Chaque sinistre* est imputé à l'année d'assurance* au cours de laquelle la première réclamation* a été présentée.

VI - Clause d'élection de droit et de « prorogation de for »

Il est convenu que :

- seul le droit du pays de la société exportatrice assurée est applicable au présent contrat d'assurance, alors même que celui-ci étend ses effets à des assurés* ayant leur domicile ou siège social à l'étranger.

- toutefois, cette disposition ne préjuge en rien de la loi applicable à la responsabilité d'un assuré* envers les auteurs de réclamations* ou les lésés,

Lorsqu'une disposition d'ordre public du pays de résidence des assurés* ou des victimes autre que la France leur réserve une protection spécifique, cette disposition sera respectée par l'assureur* dans la gestion de sinistre* et, en cas de contentieux, par la juridiction compétente ci-dessous.

En cas de litiges découlant du présent contrat d'assurance, seuls donc les tribunaux du pays de cette société exportatrice assurée ont attribution de juridiction exclusive pour trancher toute question de garantie découlant du présent contrat dans le cadre des litiges entre assureur* et assuré*.

VII - Conditions d'application des garanties dans le temps

1) Cas général

Le présent contrat garantit l'assuré* contre les conséquences pécuniaires des sinistres*, dès lors que le fait dommageable* est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation* est adressée à l'assuré* ou à l'assureur* entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent maximum de cinq ans à compter de sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre*.

Cette durée est portée à dix ans pour l'activité professionnelle déclarée figurant sur la liste des professions pour lesquelles la réglementation française a expressément fixé cette limite.

Lorsque la garantie souscrite par une personne physique pour son activité professionnelle est la dernière garantie avant sa cessation d'activité professionnelle ou décès, ce délai est porté à dix ans. En cas de reprise de la même activité, il est réduit à la durée comprise entre la date d'expiration ou de résiliation de la garantie et la date de reprise d'activité, pour une durée maximum de cinq ans.

Le plafond de la garantie déclenchée pendant le délai subséquent est égal à celui de la garantie accordée pendant la dernière année d'assurance* précédant la date de résiliation du contrat.

Pour l'indemnisation des réclamations* présentées pendant le délai subséquent, les montants de garantie accordés sont identiques à ceux prévus au contrat l'année d'assurance* précédant la prise d'effet de la garantie subséquente.

Ces montants sont applicables une seule fois pour la durée totale de la garantie subséquente.

Ils s'appliquent :

- si les montants de garantie sont exprimés pour l'ensemble des sinistres* d'une même année d'assurance*, à concurrence du dernier plafond annuel,
- si les montants de garantie sont exprimés par sinistre*, à concurrence du dernier plafond par sinistre*.

Pour l'ensemble des réclamations* présentées durant le délai subséquent, ces montants s'épuisent par tout règlement d'indemnité ou de frais versés par nous au cours du délai subséquent, sans que ces montants puissent se reconstituer.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres* dont le fait dommageable* a été connu de l'assuré* postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré* a eu connaissance de ce fait dommageable*, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable*.

L'assureur* ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres* s'il établit que l'assuré* avait connaissance du fait dommageable* à la date de la souscription de la garantie.

2) Cas particulier concernant les Frais de retrait* des produits livrés engagés par l'assuré*, les frais de prévention des dommages, les frais de dépose-repose engagés par l'assuré* et les pertes pécuniaires environnementales.

- **Spécificités de la garantie « Frais de retrait* des produits livrés engagés par l'assuré* » et « Frais de dépose-repose* engagés par l'assuré* » :**

La livraison des produits doit se situer pendant la période de validité de la garantie.

L'initiative de l'assuré* doit se situer pendant la période de validité de la garantie, quelle que soit la date de la livraison* des produits, sous réserve que l'assuré* n'ait pas eu connaissance lors de la souscription de la présente garantie d'événements susceptibles d'entraîner sa mise en jeu.

La décision judiciaire, l'injonction ou décision de l'autorité doit intervenir au plus tard avant l'expiration de la garantie subséquente pour les produits livrés pendant la période de garantie.

Dès que l'assureur* est saisi d'une demande de mise en jeu de la garantie, il se réserve le droit de nommer un expert et d'apprécier :

- l'opportunité de la mise en garde et/ou de retrait du produit,
- l'opportunité des mesures prises ou à prendre,
- le montant des dépenses engagées ou à engager.

L'examen de cette opportunité n'a pas lieu lorsque la mise en œuvre des frais de retrait résulte d'une décision impérative d'une autorité publique habilitée, dans la limite des plafonds contractuellement mobilisables.

- **Spécificités de la garantie « Frais de Prévention des dommages » :**

Si la garantie est souscrite, elle s'applique :

- pour les produits livrés par l'assuré* pendant la période de validité du présent contrat,
- pour les frais engagés entre la date d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la présente garantie.

Dès que l'assureur* est saisi d'une demande de mise en jeu de la présente garantie, il se réserve le droit de nommer un expert qui appréciera :

- l'opportunité de la mise en garde au public et/ou du retrait du produit ou matériel,
- l'opportunité des mesures prises ou à prendre,
- le montant des dépenses engagées ou à engager.

L'assuré* aura la faculté de nommer à ses frais son propre expert. En cas de contestation, les deux experts nommés s'adjoindront, d'un commun accord, un troisième expert dont les frais seront partagés par moitié. Les trois experts opéreront en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix d'un troisième, la désignation est effectuée par le président du Tribunal Judiciaire ou du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel l'assuré* est domicilié. Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente, au plus tôt quinze jours après l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

- **Spécificités de la garantie « Pertes Pécuniaires environnementales » :**

La garantie « Pertes pécuniaires environnementales » (article I.II – Chapitre III) du présent contrat s'applique aux dommages :

– faisant l'objet d'une première constatation vérifiable* pendant la période de validité de la garantie, ou pendant une période supplémentaire qui suit la résiliation ou l'expiration de la garantie :

.de 5 ans pour la garantie Responsabilité environnementale
et

.de 2 ans pour les garanties frais de dépollution,

– et qui résultent d'un fait dommageable* survenu pendant la période de validité de la garantie.

La garantie accordée au titre de la période supplémentaire s'applique, à concurrence du montant disponible au titre de la dernière année d'assurance. Ce montant est unique et épuisable sur la période considérée.

Lorsque le contrat garantit plusieurs sites et continue de produire ses effets, le montant garanti se confond avec le montant de l'année d'assurance au cours de laquelle la première constatation vérifiable* du dommage est intervenue.

Chapitre VII – Assistance à la gestion de Crise

I - Objet de la garantie

En cas de survenance d'une crise*, la garantie consiste à organiser la mise en relation téléphonique de l'assuré* avec un cabinet spécialisé en gestion de crise pour l'accompagner et le conseiller afin de :

- l'aider à gérer les priorités,
- l'assister en vue de faire face aux urgences,
- reprendre une activité professionnelle normale au plus vite.

Et ce, quelle que soit la nature de la crise* : organisationnelle, technique, médiatique, juridique, sociale, commerciale...

Cette garantie intervient au déclenchement de la crise*, sans être obligatoirement liée à un sinistre déclaré.

II - Fonctionnement de la garantie

En cas de crise*, l'assuré* doit contacter :

**FIDELIA
MMA ASSISTANCE**

En indiquant :

Le numéro de contrat d'assurance de l'assuré* comportant la garantie Assistance à la gestion de crise.

Éléments déclaratifs

La déclaration doit comporter les éléments suivants :

- les nom(s) et coordonnées de l'assuré*,
- la date, le lieu, la nature et les circonstances de la crise*,
- les causes et conséquences.

Sauf cas de force majeure ou impossibilité d'agir de l'assuré*, la situation de crise* doit être déclarée dans un délai maximum de 8 jours calendaires après que l'assuré* ait subi la situation de crise*.

FIDELIA contacte le Cabinet spécialisé en gestion de crise pour qu'il prenne contact téléphoniquement avec l'assuré* dans un délai de 2 heures.

III - Prestations de conseil en cas de crise

Le Cabinet spécialisé en gestion de crise dresse avec l'aide de l'assuré* un premier état de la situation puis ils déterminent ensemble les besoins de l'assuré*.

IV - Montant de la garantie

L'assureur* garantit les demandes d'interventions du cabinet de gestion de crise formulées pendant la période de validité de la garantie pour une durée totale de 5h d'assistance téléphonique par année d'assurance*.

En cas de conflit d'intérêts* entre l'assuré* et ce cabinet ou de volonté exprimée par l'assuré* de choisir un autre professionnel, la prise en charge des diligences du cabinet choisi par l'assuré* s'inscrit dans les limites de ce qui aurait été réglé au cabinet de référence.

V - Exclusions

Sont exclus :

V.1 Les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible par le fait intentionnel ou dolosif de l'assuré* qui, par ses caractéristiques, ferait perdre à l'événement générateur du sinistre* son caractère aléatoire ainsi que tous dommages causés intentionnellement par l'assuré* ou avec sa complicité.

Il est entendu que la responsabilité civile de l'assuré* en tant que commettant, du fait de ses préposés ou des personnes dont il doit répondre reste garantie.

V.2 Les dommages causés par la guerre étrangère, la guerre civile.

V.3 Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :

- des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.

- tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants si les dommages ou l'aggravation des dommages :

 - frappent directement une installation nucléaire,

 - ou

 - engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire,

 - ou

 - trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire.

- toute source de rayonnements ionisants destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire à des fins industrielles, de services, agricoles, commerciales, scientifiques ou médicales.

Toutefois, cette dernière disposition ne s'applique pas aux dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants (radionucléides ou appareils générateurs de rayons X) utilisées ou destinées à être utilisées en France, hors d'une installation nucléaire, à des fins industrielles, de services, agricoles, commerciales ou médicales, lorsque l'activité nucléaire :

- met en œuvre des substances radioactives n'entraînant pas un régime d'autorisation dans le cadre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (article R511-9 du code de l'environnement),

- ne relève pas non plus d'un régime d'autorisation au titre de la réglementation relative à la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail (article R1333-23 du code de la santé publique),

Sont également couverts les dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants (radionucléides ou appareils générateurs de rayons X) utilisées ou destinées à être utilisées à l'étranger, hors d'une installation nucléaire, à des fins industrielles, de services, agricoles, commerciales ou médicales, lorsque l'activité nucléaire :

- met en œuvre des substances radioactives qui, par comparaison aux règles en vigueur sur le marché français, n'aurait pas entraîné un régime d'autorisation dans le cadre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (article R 511-9 du code de l'environnement).

- n'aurait pas non plus été considérée comme relevant d'un régime d'autorisation au titre de la réglementation française relative à la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail (article R 1333-23 du Code de la santé publique).

V.4 Les situations de crise* ou crises* :

- connues de l'assuré* antérieurement à la date de prise d'effet de la présente garantie,

- survenues postérieurement à la date d'expiration de validité des garanties souscrites,

- résultant d'une faute intentionnelle ou une faute dolosive commise par l'assuré*,

- résultant de crimes commis par l'assuré* et des délits suivants commis par l'assuré* :

 - la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée à l'assuré* par la loi ou le règlement mettant en danger la vie d'autrui dans le cadre de l'exercice des activités professionnelles déclarées en France ou à l'étranger,

.le fait de corruption, fraude fiscale, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts en France ou à l'étranger,

.le fait d'intelligences avec une puissance étrangère,

- consécutives à un conflit armé non international (entre groupes armés non gouvernementaux et forces armées d'un Etat ou entre groupes armés),
- consécutives à un conflit social (grève, licenciement, séquestration, restructuration et fermeture de site),
- affectant l'ensemble du secteur d'activité dont fait partie l'assuré* à raison d'un événement collectif ou systémique* majeur,

V.5 L'organisation et la prise en charge des frais du Cabinet de gestion de crise au-delà du forfait des 5 premières heures par année d'assurance*,

V.6 La prise en charge du coût des prestataires externes et fournisseurs sollicités,

V.7 Les éventuels frais de déplacement du Cabinet de gestion de crise*.

Chapitre VIII – Gestion de Crise

I - Objet de la garantie

Cette garantie a pour objet de coordonner l'ensemble des actions mises en œuvre pour gérer la crise* ; elle comprend des analyses techniques et juridiques de la crise* ainsi que la réalisation et le financement d'un plan d'action confiés à un prestataire de référence.

Sont garantis à ce titre les frais d'assistance et de conseil téléphoniques, les frais d'accompagnement de l'assuré* et les frais complémentaires mis en œuvre pour limiter les conséquences d'une crise*.

Assistance et conseil téléphoniques

En cas de survenance d'une crise*, la garantie consiste à organiser la mise en relation téléphonique de l'assuré* avec un cabinet spécialisé en Gestion de Crise pour le conseiller afin de :

- l'aider à gérer les priorités,
- l'assister en vue de faire face aux urgences,
- reprendre une activité professionnelle normale au plus vite.

Et ce, quelle que soit la nature de la crise* : organisationnelle, technique, médiatique, juridique, sociale, commerciale...

Cette garantie intervient au déclenchement de la crise*, sans être obligatoirement liée à un sinistre déclaré.

Accompagnement de l'assuré*

Sur décision du cabinet spécialisé en Gestion de Crise, celui-ci pourra se déplacer sur les lieux de la crise*, afin d'accompagner l'assuré* dans l'identification et la mise en œuvre d'un plan d'action et, le cas échéant, dans sa communication médiatique.

Frais complémentaires

Sont pris en charge les frais complémentaires destinés à couvrir les frais engagés dans les actions ayant pour objectif de limiter ou résoudre la situation de crise*, engagés pour le compte de l'assuré* sur recommandation du cabinet spécialisé en Gestion de Crise, en accord avec l'assureur*.

Ils couvrent notamment les prestations suivantes :

- mise en place de mesures d'urgence en vue de la continuité d'activité de l'entreprise,
- mise en place de mesures conservatoires ;
- mise en œuvre de moyens de communication et d'information vis-à-vis des médias, fournisseurs et clients ;
- mise en place d'une cellule de crise ;
- mise en place d'une hotline ;
- mise en place d'une cellule d'assistance psychologique ;
- intervention d'un cabinet spécialisé en communication.

II - Montant de la garantie

L'assureur* garantit :

- la prise en charge en nature des prestations de la gestion de crise réalisées pour le compte de l'assuré* par le cabinet spécialisé sélectionné par l'assureur* afin de limiter les conséquences de la crise*,
- l'indemnisation des seuls frais et dépenses exposés pour le compte de l'assuré*, par le cabinet spécialisé en Gestion de Crise exclusivement,

dans les limites indiquées au Chapitre II « Montants des garanties et des franchises » des Conditions particulières.

En cas de conflit d'intérêts* entre l'assuré* et ce cabinet ou de volonté exprimée par l'assuré* de choisir un autre professionnel, la prise en charge des prestations et des frais et dépenses exposés par le professionnel de son choix s'inscrit dans les limites indiquées aux Conditions particulières.

Chapitre IX – Réhabilitation de l'image de marque de l'entreprise

I - Objet de la garantie

La garantie intervient lorsque, suite à une crise*, l'image de marque de l'assuré* est affectée auprès de ses clients, de son réseau de distribution ou du public, dans les médias, les réseaux sociaux, internet.

Suite à atteinte à l'image* de l'assuré*, l'assureur* :

- donne à l'assuré* accès aux prestations d'un cabinet spécialisé en Gestion de Crise ;
- prend en charge le paiement des frais et honoraires engagés par le cabinet spécialisé en Gestion de Crise pour contribuer à la réhabilitation de l'image de marque de l'entreprise au niveau antérieur à l'événement, pendant la période d'assurance ou la période subséquente, et ce quel que soit le support utilisé : médias, réseaux sociaux, internet ;

L'assuré* bénéficie d'un programme d'accompagnement complet, comprenant notamment une phase de diagnostic approfondi, la recommandation d'actions de communication, le suivi et l'analyse des retombées des différentes actions mises en place et, le cas échéant, la proposition et la gestion d'actions complémentaires.

Sont couverts à ce titre les frais suivants engagés, pour le compte de l'assuré* sur recommandation du cabinet spécialisé en Gestion de Crise, en accord avec l'assureur*, afin de préserver ou redresser l'image de marque de l'assuré* :

- les frais liés à l'organisation d'une campagne de communication ;
- les frais de campagne de relations publiques ;
- les frais de publicité, de promotion et d'animation commerciale.

II - Montant de la garantie

L'indemnisation est constituée des seuls frais et honoraires exposés par le cabinet spécialisé en Gestion de Crise pour le compte de l'assuré* et, en cas de conflit d'intérêts* entre l'assuré* et ce cabinet ou de volonté exprimée par l'assuré* de choisir un autre professionnel, la prise en charge des prestations et des frais et honoraires exposés par le professionnel de son choix s'inscrit dans les limites indiquées aux Conditions particulières.

Chapitre X - Modalités d'application des garanties Gestion de crise et Réhabilitation de l'image de marque de l'entreprise

I – Exclusions

Sont exclus :

I.1 Les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible par le fait intentionnel ou dolosif de l'assuré* qui, par ses caractéristiques, ferait perdre à l'événement générateur du sinistre* son caractère aléatoire ainsi que tous dommages causés intentionnellement par l'assuré* ou avec sa complicité.

Il est entendu que la responsabilité civile de l'assuré* en tant que commettant, du fait de ses préposés ou des personnes dont il doit répondre reste garantie.

I.2 Les dommages causés par la guerre étrangère, la guerre civile.

I.3 Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :

- des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.

- tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants si les dommages ou l'aggravation des dommages :

• frappent directement une installation nucléaire,

ou

• engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire,

ou

• trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire.

- toute source de rayonnements ionisants destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire à des fins industrielles, de services, agricoles, commerciales, scientifiques ou médicales.

Toutefois, cette dernière disposition ne s'applique pas aux dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants (radionucléides ou appareils générateurs de rayons X) utilisées ou destinées à être utilisées en France, hors d'une installation nucléaire, à des fins industrielles, de services, agricoles, commerciales ou médicales, lorsque l'activité nucléaire :

• met en œuvre des substances radioactives n'entraînant pas un régime d'autorisation dans le cadre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (article R511-9 du code de l'environnement),

• ne relève pas non plus d'un régime d'autorisation au titre de la réglementation relative à la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail (article R1333-23 du code de la santé publique),

Sont également couverts les dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants (radionucléides ou appareils générateurs de rayons X) utilisées ou destinées à être utilisées à l'étranger, hors d'une installation nucléaire, à des fins industrielles, de services, agricoles, commerciales ou médicales, lorsque l'activité nucléaire :

• met en œuvre des substances radioactives qui, par comparaison aux règles en vigueur sur le marché français, n'aurait pas entraîné un régime d'autorisation dans le cadre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (article R 511-9 du code de l'environnement).

• n'aurait pas non plus été considérée comme relevant d'un régime d'autorisation au titre de la réglementation française relative à la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail (article R 1333-23 du Code de la santé publique).

I.4 Les situations de crise* ou crises* :

- connues de l'assuré* antérieurement à la date de prise d'effet de la présente garantie,

- survenues postérieurement à la date d'expiration de validité des garanties souscrites,
- résultant d'une faute intentionnelle ou une faute dolosive commise par l'assuré*,
- résultant de crimes commis par l'assuré* et des délits suivants commis par l'assuré* :
 - .la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée à l'assuré* par la loi ou le règlement mettant en danger la vie d'autrui dans le cadre de l'exercice des activités professionnelles déclarées en France ou à l'étranger,
 - .le fait de corruption, fraude fiscale, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts en France ou à l'étranger,
 - .le fait d'intelligences avec une puissance étrangère,
- consécutives à un conflit armé non international (entre groupes armés non gouvernementaux et forces armées d'un Etat ou entre groupes armés),
- consécutives à un conflit social (grève, licenciement, séquestration, restructuration et fermeture de site),
- affectant l'ensemble du secteur d'activité dont fait partie l'assuré* en raison d'un événement collectif ou systémique* majeur,

I.5 La prise en charge du coût des prestataires externes et fournisseurs sollicités,

I.6 Les éventuels frais de déplacement du Cabinet de gestion de crise*.

II – Fonctionnement des garanties

En cas de crise* ou d'atteinte à l'image*, l'assuré* doit contacter :

**FIDELIA
MMA ASSISTANCE**

En indiquant :

Le numéro de contrat d'assurance de l'assuré* comportant les garanties Gestion de Crise et Réhabilitation de l'image de marque de l'entreprise.

Éléments déclaratifs

La déclaration doit comporter les éléments suivants :

- les nom(s) et coordonnées de l'assuré*,
- la date, le lieu, la nature et les circonstances de la crise*,
- les causes et conséquences.
- les références d'autres contrats d'assurances susceptibles d'intervenir.

Sauf cas de force majeure ou impossibilité d'agir de l'assuré*, la situation de crise* doit être déclarée dans un délai maximum de 8 jours calendaire après que l'assuré* ait subi la situation de crise*.

FIDELIA contacte le Cabinet spécialisé en gestion de crise pour qu'il prenne contact téléphoniquement avec l'assuré* dans un délai de 2 heures.

Conditions générales

Certaines mentions qui figurent dans les présentes Conditions Générales font l'objet de chapitres dédiés ou de précisions dans les Conditions Particulières.
Ce sont les termes qui figurent aux Conditions Particulières qui s'appliquent alors.

Le contrat est régi par le Code des assurances. S'il garantit des risques* situés, au sens de l'article L 191-2 du Code des assurances, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les dispositions particulières du titre IX dudit Code lui sont applicables à l'exception, sauf convention contraire, des dispositions des articles L 191-7 et L 192-3.

Sanctions internationales : L'assureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies et/ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique ou par tout droit national applicable prévoyant de telles mesures.

Chapitre I – Vie du contrat

I - MÉDIATION - INFORMATION - DROITS DE L'ASSURÉ

RELATIONS CLIENTELE ET MEDIATION

La Réclamation : Comment réclamer ?

Lexique

Mécontentement

Incompréhension définitive de l'assuré*, ou désaccord, sur la réponse ou la solution apportée, avec manifestation d'un sentiment d'injustice subie, exprimée dans le cadre d'une Réclamation. L'injure ou l'insulte ne sont pas considérées contractuellement comme l'expression d'un Mécontentement.

Réclamation

Déclaration actant, par téléphone, par courrier, par mail ou en face-à-face, le Mécontentement d'un client envers l'Assureur*.

En face-à-face, par téléphone, par courrier ou email, en cas de difficultés dans l'application des dispositions du présent contrat :

- 1) L'assuré* contacte son interlocuteur de proximité :
 - Soit son Assureur Conseil,
 - Soit son correspondant sur la cause spécifique de son Mécontentement (assistance, sinistre*, prestation santé).

L'Assureur Conseil transmettra, si nécessaire, une question relevant de compétences particulières, au service chargé, en proximité, de traiter la Réclamation de l'assuré* sur cette question.

Son interlocuteur est là pour l'écouter et lui apporter une réponse avec, si besoin, l'aide des services MMA concernés.

L'assuré* recevra un accusé de réception sous 10 jours ouvrables maximum.

Il sera tenu informé de l'avancement de l'examen de sa situation.

- 2) Si le Mécontentement de l'assuré* persiste, ou si ce premier échange ne lui donne pas satisfaction, il pourra solliciter directement le Service Réclamations Clients – ses coordonnées figurent dans la réponse apportée à la Réclamation
 - par mail à service.reclamations@groupe-mma.fr,
 - par courrier simple à Service Réclamations Clients 14 bd Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9.Le Service Réclamations Clients, après avoir réexaminé tous les éléments de sa demande, lui fera part de son analyse.

La durée cumulée du délai de traitement de la Réclamation en proximité et par le Service Réclamations Client, si l'assuré* exerce ce recours, n'excèdera pas, sauf circonstances particulières, celle fixée et révisée périodiquement par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (deux mois au 1er mai 2017).

- 3) En cas de désaccord avec cette analyse ou de non réponse dans les délais impartis, l'assuré* aura alors la possibilité de solliciter l'avis d'un Médiateur. Le Service Réclamations Clients aura transmis ses coordonnées à l'assuré*
- par courrier simple à Médiateur AFA « la médiation de l'assurance » TSA 50 110 75 441 -Paris cedex 093,
 - via le site Médiation de l'assurance (<http://www.mediation-assurance.org>).

L'assuré* dispose d'un délai d'un an à compter de sa réclamation écrite auprès du professionnel pour saisir le Médiateur.

Dans tous les cas, l'assuré* conserve naturellement l'intégralité de ses droits à agir en justice.

L'assuré* retrouvera ces informations sur MMA.fr (rubrique « mentions légales ») et sur la plate-forme européenne <https://webgate.ec.europa.eu/odr>

AUTORITÉ DE CONTROLE

L'autorité chargée du contrôle des entreprises d'assurances qui accordent les garanties prévues par le présent contrat est l'ACPR (AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION) – 4 Place de Budapest – CS 92459 – 75436 PARIS CEDEX 09.

PROTECTION DES DONNEES A CARACTÈRE PERSONNEL

A qui sont transmises les données personnelles du souscripteur* ?

Les données personnelles du souscripteur* sont traitées par l'assureur* ou par le Groupe Covéa, auquel il appartient, responsables de traitement.

Les coordonnées de l'assureur* sont indiquées sur les documents contractuels et précontractuels qui ont été remis ou mis à disposition du souscripteur*. Le Groupe Covéa est représenté par Covéa, Société de Groupe d'Assurance Mutuelle régie par le Code des assurances, RCS Paris 450 527 916, dont le siège social se situe 86-90 rue St Lazare 75009 Paris. Pour obtenir des informations sur le Groupe Covéa, le souscripteur* peut consulter le site www.covea.eu.

Les données personnelles du souscripteur* peuvent être transmises aux personnels des responsables de traitement, à ses partenaires et sous-traitants contractuellement liés, réassureurs, organismes professionnels, organismes d'assurance ou organismes sociaux des personnes impliquées, intermédiaires d'assurance, experts, ainsi qu'aux personnes intéressées au contrat.

Ces destinataires peuvent être situés en dehors de l'Union européenne sur la base d'une décision d'adéquation ou de conditions contractuelles négociées. Ces dispositifs sont disponibles auprès du Délégué à la Protection des Données.

Pourquoi l'assureur* a besoin de traiter les données personnelles du souscripteur*?

1. Les données personnelles sont traitées par l'assureur* et par le groupe Covéa afin de :
 - conclure, gérer et exécuter les garanties du contrat d'assurance ;
 - réaliser des opérations de prospection commerciale ;
 - permettre l'exercice des recours et la gestion des réclamations ;
 - conduire des actions de recherche et de développement ;
 - mener des actions de prévention ;
 - élaborer des statistiques et études actuarielles ;
 - lutter contre la fraude à l'assurance ;
 - mener des actions de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
 - exécuter ses obligations légales, réglementaires et administratives en vigueur.
2. Ces traitements ont pour bases légales : l'intérêt légitime des responsables de traitement pour les finalités de prospection commerciale, de lutte contre la fraude à l'assurance, de recherche développement ainsi que d'actions de prévention ; et contractuelle pour les autres finalités citées. Lorsque la base légale est le contrat, le refus de fournir les données entraîne l'impossibilité de conclure celui-ci. Les responsables de traitement ont pour intérêt légitime : leur développement commercial, le développement de nouvelles offres et de nouveaux services, et la maîtrise de leur sinistralité.
3. Dans le cadre de la lutte contre la fraude à l'assurance, l'assureur* peut, en cas de détection d'une anomalie, d'une incohérence ou d'un signalement, inscrire le souscripteur* sur une liste de personnes présentant un risque de fraude, afin de maîtriser ses coûts et protéger sa solvabilité. Avant toute inscription, une information individuelle préalable sera notifiée au souscripteur*.

Quelle protection particulière pour les données de santé du souscripteur* ?

L'assureur* et le Groupe Covéa traitent les données personnelles relatives à la santé du souscripteur* à des fins de conclusion et gestion de contrat et/ou l'instruction et la gestion de sinistre. Ces données sont également utilisées à des fins de lutte contre la fraude à l'assurance.

Les données de santé sont nécessaires à l'assureur* pour évaluer les risques. En aucun cas les données de santé ne seront utilisées à des fins de prospection commerciale.

Compte tenu de leur particulière sensibilité, le traitement de ces données de santé est soumis à l'obtention du consentement du souscripteur*. Pour garantir la confidentialité des données de santé et le respect du secret médical, elles sont destinées exclusivement au service médical de l'assureur* ainsi qu'au seul personnel spécifiquement formé à leur traitement par le service médical.

Le souscripteur* a la possibilité de ne pas donner son consentement ou de le retirer à tout moment. En cas de refus ou de retrait du consentement du souscripteur*, l'assureur* ne pourra pas évaluer le risque. Par conséquent la conclusion du contrat ou l'instruction et la gestion du sinistre seront impossibles. Le souscripteur* peut exercer ses droits de retrait auprès du Délégué à la Protection des Données à l'adresse suivante :

- protection des données personnelles – MMA – 14, Boulevard Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9
- protectiondesdonnees@groupe-mma.fr

Dans le cadre d'une complémentaire de santé, la base légale du traitement des données de santé est la protection sociale. Conformément à la législation en vigueur, l'assureur* n'exerce pas de sélection de risques à partir des données de santé.

Pendant combien de temps les données personnelles du souscripteur* sont-elles conservées ?

Les données personnelles du souscripteur* traitées dans le cadre de la conclusion et la gestion du contrat sont conservées conformément aux délais légaux de prescription, fixés selon la nature du contrat.

En l'absence de conclusion d'un contrat, les données de santé du souscripteur* sont conservées pendant 5 ans.

Dans le cadre de la prospection commerciale, les données personnelles du souscripteur* sont conservées 3 ans à compter de leur collecte ou du dernier contact avec la personne concernée resté sans effet.

En cas d'inscription sur une liste de lutte contre la fraude, les données personnelles du souscripteur* sont conservées 5 ans.

Quels sont les droits dont dispose le souscripteur* ?

Le souscripteur* dispose :

- d'un **droit d'accès**, qui permet d'obtenir :
 - la confirmation que des données le concernant sont (ou ne sont pas) traitées ;
 - la communication d'une copie de l'ensemble des données personnelles détenues par le responsable de traitement le concernant ;

Ce droit concerne l'ensemble des données qui font l'objet (ou non) d'un traitement de la part de l'assureur*.

- d'un **droit de demander la portabilité** de certaines données. Plus restreint que le droit d'accès, il s'applique aux données personnelles que le souscripteur* a fournies (de manière active, ou qui ont été observées dans le cadre de l'utilisation d'un service ou dispositif) dans le cadre de la conclusion et la gestion d'un contrat.
- d'un **droit d'opposition**, qui permet au souscripteur* de ne plus faire l'objet de prospection commerciale de la part de l'assureur* ou des partenaires de l'assureur*, ou, pour des raisons tenant à sa situation particulière, de faire cesser le traitement des données à des fins de recherche et développement, de lutte contre la fraude et de prévention.
- d'un **droit de rectification** : qui permet au souscripteur* de faire rectifier une information le concernant lorsque celle-ci est obsolète ou erronée. Il permet également de faire compléter des informations incomplètes le concernant.
- d'un **droit d'effacement** : qui permet au souscripteur* d'obtenir l'effacement de ses données personnelles sous réserve des durées légales de conservation. Il peut notamment trouver à s'appliquer dans le cas où ses données ne seraient plus nécessaires au traitement.

- d'un **droit de limitation**, qui permet au souscripteur* de limiter le traitement de ses données (ne faisant alors plus l'objet d'un traitement actif) :
 - en cas d'usage illicite de ses données ;
 - s'il conteste l'exactitude de celles-ci ;
 - s'il est nécessaire de disposer des données pour constater, exercer ou défendre ses droits.
- d'un **droit d'obtenir une intervention humaine** : l'assureur* peut avoir recours à une prise de décision automatisée en vue de la souscription ou de la gestion de son contrat pour l'évaluation du risque. Dans ce cas, le souscripteur* peut demander quels ont été les critères déterminants de la décision auprès de son Délégué à la protection des données.

Le souscripteur* peut exercer ses droits par courrier à l'adresse postale : Protection des données MMA – 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex 9 ou par email à l'adresse protectiondesdonnees@groupe-mma.fr

A l'appui de la demande d'exercice des droits du souscripteur*, il lui sera demandé de justifier de son identité.

Le souscripteur* peut s'inscrire gratuitement sur le registre d'opposition au démarchage téléphonique sur www.bloctel.gouv.fr. Dans ce cas, le souscripteur* ne sera pas démarché par téléphone sauf s'il a communiqué son numéro de téléphone afin d'être recontacté par l'assureur* ou sauf s'il est titulaire d'un contrat en vigueur auprès de son assureur*.

Le souscripteur* peut définir des directives générales auprès d'un tiers de confiance ou particulières auprès du responsable de traitement concernant la conservation, l'effacement et la communication de ses données personnelles après son décès. Ces directives sont modifiables ou révocables à tout moment.

En cas de désaccord sur la collecte ou l'usage de ses données personnelles, le souscripteur* a la possibilité de saisir la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés (CNIL).

Le traitement des données du souscripteur* par l'ALFA

Les données font l'objet d'une mutualisation avec les données d'autres assureurs dans le cadre d'un dispositif professionnel ayant pour finalité la lutte contre la fraude et dont le responsable du traitement est l'ALFA (l'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance). Les données mutualisées sont les données relatives aux contrats d'assurance automobile et aux sinistres déclarés aux assureurs.

Dans ce cadre, les données du souscripteur* sont destinées au personnel habilité de l'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance, ainsi qu'aux organismes directement concernés par une fraude (organismes d'assurance, autorités judiciaires, officiers ministériels, auxiliaires de justice, organismes tiers autorisés par une disposition légale ou réglementaire).

Pour l'exercice de ses droits dans le cadre de ce traitement, le souscripteur* peut contacter l'ALFA, 1 rue Jules Lefebvre, 75431 Paris Cedex 09.

Comment contacter le Délégué à la Protection des Données ?

Pour toute information complémentaire, le souscripteur* peut contacter le Délégué à la Protection des Données en écrivant à l'adresse suivante électronique : deleguealaprotectiondesdonnees@covea.fr, ou par courrier : Délégué à la Protection des Données - 86-90 rue St Lazare 75009 Paris.

CONVENTION DE PREUVES

Dans ses rapports avec MMA, le souscripteur* reconnaît la validité et la force probante des courriers électroniques échangés entre eux ainsi que la reproduction des différents éléments (journaux de connexion ou « fichiers logs ») et informations émanant du système d'information sauvegardés et conservés par MMA sur des supports informatiques et dans des conditions en garantissant l'intégralité et l'inaltérabilité.

En cas de désaccord entre l'assureur* et le souscripteur* sur ces données, les juridictions compétentes pourront être saisies pour apprécier la portée de l'éventuelle preuve contraire.

COURRIER ELECTRONIQUE

L'assuré* est seul garant de l'actualité et de la véracité de son adresse électronique fournie et, en cas de modification, mise à jour ultérieurement. En conséquence, il s'engage à vérifier et à mettre à jour régulièrement son adresse électronique.

APPEL TELEPHONIQUE

L'assuré* a accès à un numéro d'appel non surtaxé pour la bonne exécution et les Réclamations concernant le contrat souscrit.

II - APPLICATION DU CONTRAT

FORMATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT

Le contrat est parfait dès l'accord intervenu entre les parties et notamment dès sa signature par l'assuré* et l'assureur*.

Il prend effet :

- aux date et heure fixées par la note de couverture provisoire,
- à défaut, aux date et heure indiquées aux Conditions particulières du contrat,

Il en est de même pour tout avenant.

DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux Conditions particulières.

RÉSILIATION DU CONTRAT

Par le souscripteur

Lorsque le souscripteur* a le droit de résilier le contrat, il peut le faire à son choix :

- par lettre ou tout autre support durable (mail notamment)
- par déclaration faite au siège social de l'assureur ou après de son représentant
- par acte extra-judiciaire
- lorsque l'assureur* propose la conclusion du contrat par un mode de communication à distance, par ce même mode de communication.

Dans tous les cas, l'assureur* confirme par écrit la réception de votre notification de résiliation.

Par l'assureur

Lorsque l'assureur* a la faculté de résilier le contrat, il doit le faire par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur* (un accusé de réception étant nécessaire dans les cas prévus par l'article L.113-16 du Code des assurances).

CAS DE RÉSILIATION DU CONTRAT

Les parties au contrat ont la faculté de résilier le contrat dans les cas prévus ci-après dans les conditions fixées par la législation en vigueur :

Par le souscripteur ou par l'assureur

- à chaque échéance anniversaire*, moyennant le préavis, les délais et les modalités fixées aux Conditions particulières ;
- lors d'un transfert de propriété des biens assurés (vente, donation, héritage).
Dans ce cas, l'assurance continue de plein droit au profit du nouveau propriétaire des biens assurés et celui-ci peut :
 - soit demander le transfert du contrat à son nom, sauf avis contraire de celui-ci, les garanties, plafonds de garanties et franchises* sont ceux qui régissent le contrat,
 - soit résilier le contrat (la résiliation prend effet **dix jours** après sa notification à l'autre partie) ;
- dans les trois mois qui suivent l'un des événements suivants :
 - changement de domicile,
 - changement de situation matrimoniale ou régime matrimonial,

○ changement de profession, retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle, pour la partie du contrat en relation directe avec ces événements et qui ne se retrouve pas dans la situation nouvelle (la résiliation prend effet un mois après sa notification à l'autre partie) ;

Par le souscripteur

- dans le cas où l'assureur* refuse de réduire la cotisation malgré une diminution du risque* due à des circonstances nouvelles (la résiliation prend effet un mois après sa notification à l'assureur*) ;
- en cas de révision de la cotisation par l'assureur* dans les conditions prévues au paragraphe "Révision de la cotisation à l'échéance annuelle" ci-après ;
- en cas de résiliation après sinistre* d'un autre contrat, dans le mois qui suit la notification de la résiliation par l'assureur* (la résiliation prend effet un mois après sa notification à l'assureur*) ;
- en cas de demande de transfert de portefeuille approuvé par l'autorité administrative dans le mois qui suit la publication au Journal Officiel de l'avis de demande de transfert.

Par l'assureur

- en cas de non-paiement des cotisations ;
- en cas d'aggravation du risque* ;
- en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque* à la souscription ou en cours de contrat ;
- après sinistre* (la résiliation prend effet un mois après sa notification au souscripteur*).

Le souscripteur* peut alors résilier, dans le délai d'un mois à compter de la notification de cette résiliation, les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur* concerné par le sinistre*.

De plein droit

- en cas de retrait total de l'agrément ou liquidation judiciaire de l'assureur* (la résiliation prend effet le quarantième jour, à midi, après la publication au Journal Officiel de la décision du Ministre de l'Économie et des Finances ou de la Commission de Contrôle des Assurances prononçant le retrait) ;
- en cas de disparition totale du risque* suite à un événement non garanti ;
- en cas de réquisition de propriété de la chose assurée.

Dans tous les cas

En cas de résiliation entre deux échéances anniversaires*, la part de cotisation correspondant à la période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur*. Elle doit être remboursée à l'assuré* si elle a été perçue d'avance.

Toutefois, cette part de cotisation reste acquise à l'assureur* à titre d'indemnité en cas de résiliation par ce dernier pour :

- **non-paiement des cotisations* (cette part de cotisation ne pouvant être supérieure à 6 mois de cotisation),**
- **ou nullité* du contrat pour fausse déclaration intentionnelle.**

PRESCRIPTION

Pour intenter une action, c'est à dire exercer le droit de former une demande susceptible d'être soumise à l'appréciation d'un juge, l'assuré* et l'assureur* disposent d'un délai de deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque* couru, que du jour où l'assureur* en a eu connaissance,

- en cas de sinistre*, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là ou qu'ils ont été dans l'impossibilité d'agir.

Quand l'action de l'assuré* contre l'assureur* a pour cause le recours d'un tiers* (principalement dans le cadre de la recherche de la responsabilité de l'assuré* par un tiers*), le délai de prescription* ne court que du jour où ce tiers* a exercé une action en justice contre l'assuré* ou a été indemnisé par l'assuré*.

Passé ce délai, il y a prescription* : toute action dérivant du contrat d'assurance est éteinte.

Le délai de prescription* est interrompu :

- soit par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur* au dernier domicile connu de l'assuré* en ce qui concerne le paiement de la cotisation, ou adressée par l'assuré* à l'assureur* en ce qui concerne le règlement d'un sinistre*,
- soit par l'envoi d'un recommandé** avec accusé de réception adressé par l'assuré* à l'assureur* en ce qui concerne le règlement d'un sinistre.
- soit par désignation de l'expert à la suite d'un sinistre*,
- soit par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription* :
 - la reconnaissance par l'assureur* du droit de l'assuré* à bénéficier de la garantie contestée,
 - Une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution (exemple : saisie conservatoire),
 - un acte d'exécution forcée (exemples : commandement de payer, saisie),
 - l'exercice d'une action en justice y compris en référé, devant une juridiction incompétente ou en cas d'annulation de l'acte de saisine pour vice de procédure. L'interruption dure alors jusqu'au terme de cette procédure, sauf carence des parties pendant deux ans, désistement ou rejet définitif de la demande de celui qui agissait en justice.

L'interruption fait courir un nouveau délai de deux ans.

Le délai de prescription* est porté à dix ans dans les contrats d'assurance contre les accidents* atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants-droit de l'assuré* décédé.

Tout désaccord sur l'expiration ou l'interruption du délai de prescription* peut être soumis aux juridictions compétentes.

**Le terme recommandé désigne la lettre recommandée papier ou l'envoi recommandé électronique tel que décrit ci-après.

Une lettre recommandée électronique, conforme au dispositif prévu par la loi, apporte les mêmes garanties que la lettre recommandée papier.

Ce dispositif impose à un tiers opérateur, chargé de l'acheminement de la lettre recommandée électronique, d'identifier l'expéditeur au moment de l'envoi, puis le destinataire de la lettre au moment de sa remise. Il impose également la délivrance à l'expéditeur d'une preuve du dépôt électronique de la lettre et permet au destinataire de l'accepter ou de la refuser ou de simplement ne pas la réclamer.

Les envois recommandés électroniques peuvent être effectués à l'adresse : recommandes@groupe-mma.fr

III - ÉLÉMENTS SERVANT DE BASE À LA CONCLUSION DU CONTRAT OU EN COURS DE CONTRAT

REPONSES ET DÉCLARATIONS DU SOUSCRIPTEUR

Déclaration du risque

Le contrat est établi et la cotisation calculée d'après les réponses et déclarations du souscripteur* lors de la souscription ou lors du dernier avenant. Ces réponses et déclarations sont reproduites aux Conditions particulières.

En cours de contrat, le souscripteur* doit aviser l'assureur* de toute modification de ces déclarations, par recommandé, dans les quinze jours à partir du moment où il en a connaissance.

Le terme recommandé désigne la lettre recommandée papier ou l'envoi recommandé électronique tel que décrit ci-après.

Une lettre recommandée électronique, conforme au dispositif prévu par la loi, apporte les mêmes garanties que la lettre recommandée papier.

Ce dispositif impose à un tiers opérateur, chargé de l'acheminement de la lettre recommandée électronique, d'identifier l'expéditeur au moment de l'envoi, puis le destinataire de la lettre au moment de sa remise. Il impose également la délivrance à l'expéditeur d'une preuve du dépôt électronique de la lettre et permet au destinataire de l'accepter ou de la refuser ou de simplement ne pas la réclamer.

Les envois recommandés électroniques peuvent être effectués à l'adresse : recommandes@groupe-mma.fr

En cas d'aggravation du risque*, telle que, si les circonstances nouvelles avaient été déclarées lors de la conclusion ou du renouvellement du contrat, l'assureur* n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une cotisation plus élevée, l'assureur* peut :

- soit proposer au souscripteur* une augmentation de la cotisation.

Si le souscripteur* la refuse ou n'y donne pas suite **dans un délai de trente jours** à compter de la proposition, l'assureur* peut résilier le contrat au terme de ce délai à condition d'avoir informé l'assuré* de cette faculté, en la faisant figurer en caractères apparents dans la lettre de proposition;

- soit résilier le contrat.

La résiliation prend effet **dix jours** après sa notification au souscripteur* et l'assureur* doit rembourser au souscripteur* la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle l'assurance n'est plus acquise.

En cas de diminution du risque :

- La cotisation doit être réduite en conséquence.

- Sinon, le souscripteur* peut dénoncer le contrat. La résiliation prend effet **trente jours** après sa notification à l'assureur* et l'assureur* doit rembourser au souscripteur* la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle l'assurance n'est plus acquise.

Quelles sont les conséquences de déclarations non conformes à la réalité ?

- **En cas de réticence ou fausse déclaration intentionnelle quand elle change l'objet du risque* ou en diminue l'opinion pour l'assureur*, alors même que le risque* omis ou dénaturé par l'assuré* a été sans influence sur le sinistre*, la nullité* du contrat peut être prononcée.**

- En cas d'omission ou inexactitude non intentionnelle :

- Constatée avant tout sinistre*, l'assureur* peut :

- soit maintenir le contrat moyennant une augmentation de la cotisation,
- soit résilier le contrat **dix jours** après avoir notifié, par lettre recommandée, sa décision au souscripteur*.

L'assureur* restitue au souscripteur*, dans ce cas, la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle l'assurance n'est plus acquise.

- Constatée après sinistre* :

l'indemnité due est réduite dans la proportion de la cotisation payée par rapport à celle qui aurait dû l'être si les déclarations avaient été exactes.

Les sanctions opposables au souscripteur* le sont également à toute personne ayant la qualité d'assuré*.

Déclarations d'autres assurances couvrant les mêmes risques

Si les risques* couverts par le présent contrat font ou viennent à faire l'objet d'une autre assurance, le souscripteur* doit immédiatement déclarer à l'assureur* le nom de l'autre assureur* et les sommes assurées.

Quelles sont les conséquences de la non déclaration ?

- Souscription dolosive ou frauduleuse : **l'assureur* peut en demander la nullité*** et réclamer, en outre, des dommages et intérêts ;

- Souscription sans fraude : chacune des assurances produit ses effets dans les limites des garanties du contrat, quelle que soit sa date de souscription. Dans ces limites, le bénéficiaire du contrat peut obtenir l'indemnisation de ses dommages auprès de l'assureur* de son choix. L'indemnité due par les assureurs ne peut dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre*.

EVOLUTION DES MONTANTS DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Evolution en fonction de l'indice indiqué aux conditions particulières.

Champ d'application

La cotisation, ainsi que les montants de garanties et les franchises, évoluent en fonction de l'indice mentionné aux conditions particulières.

Mécanisme de l'adaptation en l'absence d'avenant

A chaque échéance principale ces valeurs, telles qu'elles sont indiquées dans l'avenant le plus récent (ou, à défaut, dans le contrat) seront considérées comme étant multipliées par le rapport existant entre l'indice d'échéance et l'indice de référence.

Cas de l'avenant :

En cas d'avenant, les valeurs mentionnées dans l'avenant précédent (ou, à défaut, dans le contrat), correspondant aux dommages assurés autres que ceux dont la modification a rendu nécessaire l'émission de l'avenant seront considérées comme étant multipliées par le rapport existant entre l'indice d'effet et l'indice de référence ; Dans chaque avenant, les valeurs résultant de ce calcul seront indiquées explicitement.

IV - COTISATION

CALCUL DE LA COTISATION

Selon les déclarations à la souscription ou en cours de contrat et figurant aux Conditions particulières.

☐ Elle est calculée :

- soit forfaitairement,
- soit par application de taux à différentes parts de chiffre d'affaires, d'honoraires ou de recettes.

Dans le second cas, elle ne peut être inférieure ni au montant définitif de la cotisation due au titre de l'avant dernière année d'assurance*, ni au montant minimum, sauf accord spécial constaté par avenant entre l'assureur* et l'assuré*, en cas de réduction de l'activité de ce dernier.

Les éléments permettant d'effectuer ce calcul (taux, part de chiffre d'affaires auxquelles ils s'appliquent...) sont indiqués aux Conditions particulières.

Le montant définitif de la cotisation correspondant à chaque période d'assurance est calculé après expiration de celle-ci en fonction des déclarations de l'assuré*.

Lorsque ce montant est supérieur au minimum, une cotisation complémentaire, égale à la différence, est due par l'assuré* et perçue par l'assureur* après émission d'une facture spéciale.

Lorsque le montant de la cotisation totale due au titre d'un exercice est inférieur à celui de la cotisation provisionnelle, la différence fait l'objet d'un remboursement de la part de l'assureur* dans la limite de 50% du montant de la cotisation provisionnelle.

Les actes de gestion (quittance, recouvrement), ainsi que les modifications contractuelles à l'initiative du souscripteur*, donnent éventuellement lieu à la perception de frais. Ces frais de gestion sont dans ce cas mentionnés sur l'appel de cotisation.

☐ Les déclarations servant à son calcul :

Lorsque la cotisation est calculée en fonction du chiffre d'affaires, des honoraires ou des recettes de l'assuré*, il doit, **sous peine des sanctions prévues ci-dessous**, déclarer à l'assureur*, au cours du mois d'échéance du contrat, les éléments servant de base au calcul de la cotisation, à savoir le montant total, hors taxes, des ventes ou des prestations de services réalisées, au cours de la période écoulée, dans l'exercice de l'activité professionnelle de

l'entreprise assurée, telle que définie au présent contrat, figurant à son compte d'exploitation, ainsi que le montant réel des subventions accordées pendant cette même période pour l'exercice de cette même activité.

L'assuré* doit permettre à l'assureur* de faire procéder à la vérification de ses déclarations. Il doit, à cet effet, recevoir toute personne déléguée par l'assureur* et justifier, à l'aide de tous documents en sa possession, de l'exactitude de ses déclarations.

A défaut de fourniture dans le délai prescrit de la déclaration prévue ci-dessus, l'assureur* peut mettre en demeure l'assuré*, par lettre recommandée, de satisfaire à cette obligation dans les dix jours. Si, passé ce délai, la déclaration n'a pas été transmise, l'assureur* peut mettre en recouvrement une somme calculée à partir du chiffre d'affaires retenu au titre de l'année d'assurance* précédente, majoré de 50 % sans qu'il puisse résulter de ce seul fait une majoration de la cotisation qui serait due en définitive. Au cas où cette somme ne serait pas réglée, l'assureur* pourrait suspendre la garantie puis résilier le contrat ou en poursuivre l'exécution en justice dans les conditions prévues à l'article L 113-3 du Code des assurances. Lorsque l'assureur* aura reçu ladite déclaration, il procédera à la régularisation des sommes dues par l'assuré*.

PAIEMENT DE LA COTISATION

La cotisation, y compris les frais accessoires et les taxes récupérables par l'Etat, sont payables d'avance à l'échéance anniversaire* :

- au siège social de l'assureur*,
- ou chez l'Assureur Conseil désigné aux Conditions particulières,
- ou par prélèvement bancaire.

Si le souscripteur* a opté pour un règlement par prélèvements bancaires SEPA, il s'engage à informer l'assureur* de toute modification des coordonnées figurant sur le mandat de prélèvement SEPA qu'il a signé. Le souscripteur* trouvera sur son échéancier la date et le montant des prélèvements, ainsi que la Référence Unique du Mandat (RUM) SEPA et l'ICS correspondant à MMA, conformément à la réglementation en vigueur. Par conséquent, l'échéancier du souscripteur* vaut notification préalable dérogatoire à l'obligation de pré notification de 14 jours minimum avant chaque prélèvement. Dans l'hypothèse d'une modification affectant la date, le montant des prélèvements, la RUM ou l'ICS, une nouvelle information sera communiquée au souscripteur* par tout moyen, préalablement aux prélèvements concernés.

Toute contestation ou annulation abusive de ce prélèvement est susceptible d'engager la responsabilité du souscripteur* à l'égard de MMA et de générer à sa charge des frais de mise en demeure liés à l'action en paiement diligentée par MMA.

Le souscripteur* peut éventuellement choisir un paiement fractionné. Chaque portion de prime sera alors payable à son échéance fixée aux Conditions particulières avec en plus un montant de participation aux frais de fractionnement.

De même, si le règlement des primes intervient par prélèvement bancaire, le souscripteur* pourra être facturé des frais correspondants. Le montant de tous les frais précités est fixé dans l'échéancier à la conclusion du contrat. Les modifications du montant des frais de paiement fractionné et/ou de frais de prélèvement bancaire seront portées à la connaissance du souscripteur* par tous moyens.

Le souscripteur* doit s'assurer de l'approvisionnement de son compte bancaire.

En cas de changement de son compte conformément à la mobilité bancaire, son nouvel établissement doit veiller à l'information de l'assureur* afin que les prélèvements puissent intervenir sur le nouveau compte bancaire.

En cas de non-respect de ces engagements, il pourra être mis fin aux prélèvements bancaires du ou des contrat(s) concerné(s).

Lors de l'arrêt du paiement par prélèvement bancaire pour non-respect par le souscripteur* de ses engagements, il lui est adressé une mise en demeure par lettre recommandée ; la totalité des sommes restant dues au titre du ou des contrat(s) d'assurance jusqu'à l'échéance anniversaire*, devient immédiatement exigible.

Pour toute demande, réclamation, ou modification relative à un prélèvement SEPA, le souscripteur* peut s'adresser à son Assureur Conseil ou écrire à l'adresse suivante : SEPA GROUPE MMA - LIBRE REPONSE 21488 - 72089 LE MANS CEDEX 9 ou consulter le site <https://www.mma.fr/a-propos/sepa.html>

Le système SEPA a notamment pour finalité de sécuriser les paiements et d'organiser les éventuelles contestations. Dans ce cadre, le souscripteur bénéficie du droit d'être remboursé par sa banque selon les conditions décrites dans la convention que le souscripteur aura passé avec elle.

Une demande de remboursement doit être présentée :

- dans les 8 semaines suivant la date de débit du compte du souscripteur pour un prélèvement autorisé,
- sans tarder et, au plus tard, dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé

CONSÉQUENCES EN CAS DE RETARD DE PAIEMENT DE LA COTISATION

A défaut de paiement d'une cotisation ou d'une fraction de cotisation **dans les dix jours qui suivent son échéance anniversaire***, l'assureur* adresse au dernier domicile connu du souscripteur*, une lettre recommandée dont les frais liés à l'envoi seront à la charge du souscripteur et qui, sauf paiement entre-temps :

- o suspend les garanties à l'expiration d'un délai de **trente jours**,
- o résilie le contrat à l'expiration d'un délai supplémentaire de **dix jours**.

Même si le contrat est suspendu pour non-paiement d'une cotisation, le souscripteur* doit payer les cotisations venant ultérieurement à échéance.

En cas de résiliation, l'assureur* conserve à titre d'indemnité, la part de cotisation relative à la période comprise entre le jour de la résiliation et celui de la prochaine échéance, cette part de cotisation ne pouvant être supérieure à 6 mois de cotisations.

Lorsque la cotisation peut être payée en plusieurs fois, si le souscripteur* ne règle pas une fraction de cotisation **dans les dix jours qui suivent son échéance**, il doit immédiatement acquitter le solde de la cotisation annuelle.

RÉVISION DE LA COTISATION À L'ÉCHÉANCE ANNUELLE

Si l'assureur* vient à modifier les tarifs applicables aux risques* garantis, la cotisation est modifiée en conséquence. Le souscripteur* peut alors résilier le contrat.

Dans ce cas, le souscripteur* doit notifier à l'assureur* la résiliation dans **les trente jours** suivant la réception de l'appel de cotisation.

La résiliation prend effet **un mois** après la notification. Le souscripteur* doit alors acquitter, au tarif ancien, la cotisation due pour la période comprise entre la dernière échéance anniversaire* et la date d'effet de la résiliation.

COMPENSATION

Toutes obligations réciproques, présentes ou futures, entre les parties au présent contrat s'éteignent par compensation conformément au code civil.

V - COASSURANCE

1. Chaque assureur* membre de la coassurance, y compris la société apéritrice, garantit l'assuré* contre les dommages dont la couverture est stipulée aux Conventions spéciales et aux Conditions particulières, dans la limite de sa participation indiquée aux Conditions particulières.

Chaque coassureur aura le droit de faire visiter le risque* par un délégué dûment accrédité.

Au cas où la société apéritrice cesserait, pour un motif quelconque, d'exercer cette fonction, le preneur d'assurance s'engage à choisir une autre société et à en donner avis aux coassureurs intéressés.

2. Non solidarité des co-assureurs :

Les assureurs membres de la coassurance, y compris la société apéritrice, ne sont pas solidaires entre eux pour l'exécution de leurs obligations découlant du contrat, qu'il s'agisse :

- du versement des indemnités dues,
- ou
- de toute opération de gestion du contrat.

3. Objet et limites des mandats donnés à la société apéritrice par les coassureurs :

A l'égard de l'assuré*, chaque coassureur est tenu, dans la limite de sa participation, des actes faits par la société apéritrice dans le cadre du mandat qu'elle reçoit de ce coassureur pour qu'elle procède aux seules opérations suivantes :

- recevoir du preneur d'assurance l'état récapitulatif de l'engagement personnel de chaque coassureur,
- établir le contrat et le signer pour le compte de chaque coassureur,
- centraliser et recouvrer les cotisations dues aux assureurs et délivrer reçu de l'encaissement du montant global des cotisations, frais, taxes et impôts compris, à charge pour lui de restituer à chaque coassureur la cotisation qui lui revient,
- prendre l'initiative de résilier le contrat pour le compte de l'ensemble des coassureurs quand le contrat le permet,
- instruire pour le compte de l'ensemble des coassureurs tout dossier sinistre* et rechercher un accord amiable avec le bénéficiaire de l'indemnité,
- donner suite pour le compte de l'ensemble des coassureurs aux déclarations et demandes de modification du contrat, sous réserve de l'obligation faite au preneur d'assurance de déclarer à chaque coassureur toutes circonstances nouvelles qui ont pour conséquence soit d'aggraver le risque*, soit d'en créer de nouveaux et qui rendent inexacts ou caduques les réponses apportées aux questions posées par la société apéritrice, notamment dans le formulaire de déclaration du risque*,
- recevoir pour le compte de l'ensemble des coassureurs la notification de la résiliation par le preneur d'assurance,
- accepter ou proposer pour le compte de l'ensemble des coassureurs un nouveau montant de cotisation en cas de diminution du risque*.

4. Tribunaux compétents en cas de litige :

En cas de litige, les tribunaux français seront seuls compétents ; les sociétés étrangères, figurant comme coassureurs du risque*, en acceptent la juridiction et renoncent à toute faculté d'appel dans leur pays.

Chapitre II – Sinistre

I OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

MESURES DE SAUVEGARDE

L'assuré* doit prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance du sinistre* et sauvegarder les biens garantis.

DÉCLARATION DU SINISTRE

Le souscripteur* ou l'assuré* doit déclarer à l'assureur* le sinistre* comme suit :

Délai

La déclaration à l'assureur* doit être faite dès que l'assuré* en a eu connaissance et au plus tard dans les cinq jours ouvrés, **excepté en présence de dispositions contraires dans les textes de garanties.**

Forme

La déclaration doit être formulée par écrit, de préférence par recommandé ou par tout support durable, ou encore verbalement contre récépissé au siège social de l'assureur* ou chez son représentant.

Le terme recommandé désigne la lettre recommandée papier ou l'envoi recommandé électronique tel que décrit ci-après.

Une lettre recommandée électronique, conforme au dispositif prévu par la loi, apporte les mêmes garanties que la lettre recommandée papier.

Ce dispositif impose à un tiers opérateur, chargé de l'acheminement de la lettre recommandée électronique, d'identifier l'expéditeur au moment de l'envoi, puis le destinataire de la lettre au moment de sa remise. Il impose également la délivrance à l'expéditeur d'une preuve du dépôt électronique de la lettre et permet au destinataire de l'accepter ou de la refuser ou de simplement ne pas la réclamer.

Les envois recommandés électroniques peuvent être effectués à l'adresse : recommandes@groupe-mma.fr

Éléments déclaratifs

La déclaration doit comporter les éléments suivants :

- la date, le lieu, la nature et les circonstances du sinistre*,
- les causes et conséquences,
- le montant, même approximatif des dommages,
- les coordonnées des éventuels témoins, victimes, auteurs et leurs éventuels assureurs,
- les références d'autres contrats d'assurances susceptibles d'intervenir.

AUTRES OBLIGATIONS

Le souscripteur* ou l'assuré* doit en outre :

- communiquer, sur simple demande de l'assureur* et dans le plus bref délai, tous autres documents nécessaires à la fixation des dommages ;
- transmettre à l'assureur*, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés concernant un sinistre* susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré*.

L'assuré* s'engage également à informer l'assureur* de tout événement susceptible d'engager la garantie "frais de retrait*" et à obtenir l'accord de l'assureur* sur toute décision relative à un éventuel retrait.

CONSÉQUENCES EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS

Non-respect du délai

Si l'assureur* établit que le retard lui a causé un préjudice, l'assuré* est déchu de tout droit à indemnité, sauf cas fortuit ou de force majeure.

Fausse déclaration

Si le souscripteur* ou l'assuré* fait à l'assureur*, en connaissance de cause, une fausse déclaration sur la nature, les causes, le montant et les circonstances du sinistre*, il est déchu de tout droit à indemnité.

Non-respect des autres obligations

L'assureur* peut réclamer à l'assuré* une indemnité proportionnée au préjudice qu'il a subi.

II - EVALUATION ET CALCUL DE L'INDEMNITE

Les principes d'évaluation et de calcul de l'indemnité sont désignés dans le texte de la garantie.

III - APPLICATION DE LA FRANCHISE

Lorsqu'une franchise* est prévue au regard d'une garantie, l'assuré* conserve à sa charge :

- tout sinistre* dont le montant ne dépasse pas celui de la franchise* ;
- le montant de la franchise* sur la totalité du montant du sinistre*, lorsque celui-ci est supérieur à la franchise*.

Si plusieurs franchises* sont applicables pour un même sinistre* responsabilité civile (quel que soit le nombre de victimes et de postes de garanties concernés), il est fait application d'une seule franchise*, celle comportant le montant le plus élevé.

Lorsqu'une franchise* est prévue au contrat, en ce qui concerne les risques* se réalisant sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique et/ou du Canada, une franchise* spécifique est applicable à tous les dommages garantis y compris les frais de défense.

IV - RÈGLEMENT DES DOMMAGES ET PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Le paiement de l'indemnité doit être effectué dans les **trente jours**, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire, **Ce délai ne court que du jour où l'assuré* a justifié de ses qualités à recevoir l'indemnité et, en cas d'opposition, du jour de la mainlevée ou de l'autorisation de payer.**

Les montants de garanties

Les garanties s'exercent dans la limite des montants indiqués au tableau des garanties.

Ces montants peuvent être exprimés soit par sinistre* soit par année d'assurance*.

Lorsqu'ils sont exprimés par sinistre*, ils constituent la limite de l'engagement de l'assureur* pour l'ensemble des conséquences dommageables du sinistre*.

Lorsqu'ils sont exprimés par année d'assurance*, ils constituent la limite de l'engagement de l'assureur* pour l'ensemble des conséquences dommageables des sinistres* portés à sa connaissance au cours d'une même année d'assurance*.

Les montants ainsi fixés se réduisent jusqu'à épuisement par tout règlement amiable ou judiciaire d'indemnités quels que soient les dommages auxquels ils se rapportent sans reconstitution.

L'ensemble des réclamations*, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constitue un seul et même sinistre* dont la date est celle correspondant à la première réclamation* formulée ou à la déclaration de l'assuré*.

Sont considérées comme formant un seul et même sinistre*, quel que soit le nombre de lésés, les réclamations* résultant d'une même erreur, malfaçon ou faute quelconque.

Chaque sinistre* est imputé à l'année d'assurance* au cours de laquelle la première réclamation* a été présentée.

V - SUBROGATION - RECOURS APRÈS SINISTRE

Dès le paiement de l'indemnité, les droits et actions de l'assuré* sont transmis à l'assureur* jusqu'à concurrence de l'indemnité versée (article L 121-12 du Code des assurances) : on dit qu'il y a subrogation*. L'assureur* agit en lieu et place de l'assuré* contre tout responsable du sinistre*.

Si, du fait de l'assuré*, l'assureur* ne peut plus exercer la subrogation*, l'assureur* n'est plus tenu à garantie envers l'assuré*, dans la mesure où cette subrogation* aurait pu jouer.

VI - INFORMATION

En cas de déclaration de sinistre* par téléphone, la conversation pourra ponctuellement être enregistrée par l'assureur* au titre de son programme de formation ou d'amélioration de la qualité de ses prestations de service, dans le respect des droits à la vie privée de l'assuré*.

ANNEXE





ENTREPRISE

MMA IARD Assurances Mutuelles, Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes - RCS Le Mans 775 652 126.

MMA IARD, Société anonyme, au capital de 537 052 368 euros - RCS Le Mans 440 048 882.

Sièges sociaux : 14 Bld Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9 - Entreprises régies par le code des assurances

2021.11